



N° 3642

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 12 juillet 2011.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE SUR LE PROJET DE LOI (N° 3635), MODIFIÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles*,

PAR M. MARCEL BONNOT,

Député.

Voir les numéros :

Sénat : 1^{ère} lecture : **344** (2009-2010), **303, 394, 367, 395** et T.A. **99, 706** (2010-2011)
CMP : **729** (2010-2011).

Assemblée nationale : 1^{ère} lecture : **3373, 3604, 3530** et T.A. **701**.
CMP : **3625**.

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	9
DISCUSSION GÉNÉRALE	11
EXAMEN DES ARTICLES	14
Chapitre I^{er} - Suppression de la juridiction de proximité et maintien de juges de proximité	14
<i>Article 1^{er}</i> (Chapitre I ^{er} bis du titre II du livre I ^{er} [nouveau], art. L. 121-5 à L. 121-8 [nouveaux], L. 212-3-1 [nouveau], L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 [nouveau], L. 223-1, L. 532-15-2 [nouveau], L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire ; art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale ; art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958) : Suppression des juridictions de proximité et nouvelles missions confiées aux juges de proximité, désormais rattachés aux tribunaux de grande instance.....	14
<i>Article 2</i> (art. L. 123-1, L. 533-1, L. 553-1 et L. 563-1 du code de l'organisation judiciaire ; art. 39, 41-3, 44, 44-1, 45, 46, 47, 48, 80, 178, 179-1, 180, 213, 525, 528, 528-2, 529-5-1, 529-11, 530-2, 531, 533, 535, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 546, 549, 658, 677, 678, 705, 706-71, 706-76, 706-109, 706-134 et 708 du code de procédure pénale ; art. L. 121-3 du code de la route ; art. 1018 A du code général des impôts ; art. 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 ; art 2 de la loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007) : Suppression de multiples références aux juridictions de proximité dans divers textes.....	14
Chapitre I^{er} bis - Dispositions de simplification de la procédure de saisie des rémunérations	14
<i>Article 2 bis</i> (art. L. 3252-3, L. 3252-4, L. 3252-8, et L. 3252-10 du code du travail) : Amélioration de la procédure de saisie des rémunérations.....	14
Chapitre III - Spécialisation des juges départiteurs	15
<i>Article 4</i> (art. L. 1454-2 du code du travail) : Spécialisation des juges chargés de la répartition prud'homale.....	15

Chapitre IV - Spécialisation des tribunaux de grande instance en matière de propriété intellectuelle	15
<i>Article 6</i> (art. L. 623-31 du code de la propriété intellectuelle) : Abrogation du nombre plancher de tribunaux de grande instance compétents pour le contentieux relatif aux obtentions végétales	15
Chapitre V - Transfert de compétences entre le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance	15
<i>Article 7</i> (art. 103, 185, 186, 188, 341 bis, 344, 347, 349, 357 bis, 358, 375, 389, 389 bis, 390 et 468 du code des douanes) : Transfert aux tribunaux de grande instance du contentieux douanier	15
<i>Article 11</i> (loi du 12 juillet 1909 ; art. L 215-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 775 du code rural et art. 35 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955) : Abrogation de la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable avec effet pour l'avenir	16
Chapitre VI - Aménagement des règles régissant la procédure en matière familiale	16
<i>Article 14</i> (art. 10 de la loi du 31 décembre 1971) : Encadrement des honoraires perçus par les avocats dans le cadre de procédures de divorce par consentement mutuel	16
<i>Article 15</i> : Expérimentation pour trois ans d'une procédure de médiation familiale obligatoire préalablement à une saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale	16
<i>Article 15 bis A (supprimé)</i> (art. L. 670-1-1 [nouveau] du code de commerce) : Adaptation du régime de la faillite civile pour tenir compte de l'instauration de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée	16
<i>Article 15 quater C</i> (art. 361 et 370-2 du code civil) : Simplification de la procédure de changement de prénom d'un enfant mineur dans le cadre d'une adoption simple	17
Chapitre VII - Regroupement de certains contentieux en matière pénale au sein de juridictions spécialisées	17
<i>Article 16</i> (art. 41, 93-1 [nouveau], 396 et 628 à 628-9 [nouveaux] du code de procédure pénale) : Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité, les crimes et délits de guerre et les actes de torture	17
<i>Article 17</i> (Titre XXIX [nouveau] et art. 706-176 à 706-182 [nouveaux] du code de procédure pénale) : Création de juridictions spécialisées en matière d'accidents collectifs	17
<i>Article 19</i> (art. 693 du code de procédure pénale) : Coordination et amélioration des règles définissant la juridiction compétente pour les infractions commises en dehors de France relevant de la compétence des juridictions françaises	17

Chapitre VIII - Développement des procédures pénales simplifiées	18
<i>Article 20</i> (art. 398-1, 495, 495-1, 495-2, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5, 495-5-1 [nouveau], 495-6-1 et 495-6-2 du code de procédure pénale) : Ordonnance pénale : extension du champ d'application, amélioration des garanties et possibilité pour la victime d'exercer l'action civile dans le cadre de cette procédure	18
<i>Article 21</i> (art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale) : Possibilité de recourir à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à l'issue d'une instruction – Extension du champ d'application de cette procédure.....	18
<i>Article 21 bis</i> (art. 528 du code de procédure pénale) : Possibilité de former opposition à un jugement rendu par défaut sur opposition à une ordonnance pénale en matière contraventionnelle.....	18
<i>Article 22</i> (art. 529 et 850 du code de procédure pénale ; art. L. 216-14, L. 331-25 et L. 437-14 du code de l'environnement ; art. L. 1721-2 du code des transports) : Extension de la procédure de l'amende forfaitaire aux contraventions de cinquième classe	18
<i>Article 22 bis</i> (art. L. 141-2 du code de la consommation, art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce) : Extension des pouvoirs de règlement transactionnel de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	19
<i>Article 22 ter</i> (art. 529-6 et 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2 et L. 121-3, L. 322-3 [nouveau] et L. 325-1-1 du code de la route ; art. 1018 A du code général des impôts) : Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion.....	19
<i>Article 22 quater</i> (art. L. 3355-9 et L. 3512-5 [nouveaux] du code de la santé publique) : Possibilité de règlement transactionnel pour les infractions aux réglementations relatives aux débits de boissons et au tabagisme.....	19
Chapitre IX - Aménagement des compétences juridictionnelles en matière militaire	20
<i>Article 23</i> (intitulés du titre XI du livre IV et du chapitre 1 ^{er} du titre XI du livre IV, art. 697-1, art. 697-4 et 697-5 [nouveaux], art. 698 à 698-8 du code de procédure pénale ; art. L. 1, L. 2, L. 3, L. 111-1, L. 111-10 à L. 111-17, L. 112-22, L. 121-1, L. 121-6, L. 121-7, L. 121-8, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-12, L. 211-14, L. 211-15, L. 211-17, L. 211-24, L. 211-25 [nouveau], L. 221-1, L. 221-2, L. 221-4, L. 231-1, L. 233-1, L. 241-1, L. 261-1, L. 262-1, L. 262-2, L. 265-1, L. 265-3, et L. 271-1 du code de justice militaire) : Suppression du tribunal aux armées de Paris et transfert de ses attributions à une juridiction de droit commun.	20
<i>Article 24</i> (art. L. 311-7, L. 311-8 et L. 311-11 du code de justice militaire) : Abrogation de la perte automatique de grade en cas de condamnation pénale et de l'exécution des peines d'amende sous forme d'emprisonnement.....	20
<i>Article 24 bis</i> (art. L. 321-2, L. 321-3, L. 321-4, L. 321-5, L. 321-6, L. 321-7, L. 321-8, L. 321-9 et L. 321-10 du code de justice militaire) : Clarification du régime juridique applicable aux déserteurs à l'intérieur et à l'étranger.....	20

Chapitre IX ter - Dispositions relatives aux juridictions financières	21
<i>Article 24 quater (supprimé)</i> (art. L. 111-1 du code des juridictions financières) : Compétence de la Cour des comptes en matière de discipline budgétaire et financière.....	21
<i>Article 24 quinquies (supprimé)</i> (art. L. 111-11 [nouveau] du code des juridictions financières) : Transmission obligatoire, pour les membres de la Cour des comptes, des faits susceptibles de constituer une infraction commise par un gestionnaire public.....	21
<i>Article 24 sexies A</i> (art. L. 112-8 et L. 212-16 du code des juridictions financières) : Normes professionnelles.....	21
<i>Article 24 sexies (supprimé)</i> (art. L. 131-2 du code des juridictions financières) : Regroupement des dispositions relatives aux comptables publics.....	21
<i>Article 24 septies (supprimé)</i> (art. L. 131-13 [nouveau] du code des juridictions financières) : Liste des justiciables de la Cour des comptes.....	22
<i>Article 24 octies (supprimé)</i> (art. L. 131-14 à L. 131-28 [nouveaux] du code des juridictions financières) : Sanctions des irrégularités commises par les gestionnaires publics.....	22
<i>Article 24 nonies (supprimé)</i> (art. L. 142-1-1 et art. L. 142-1-2 [nouveaux] du code des juridictions financières) : Procédure applicable aux activités juridictionnelles concernant les gestionnaires publics.....	22
<i>Article 24 decies</i> (art. L. 211-2 et L. 231-7 à L. 231-9 du code des juridictions financières) Seuils de l'apurement administratif des comptes.....	22
<i>Article 24 undecies</i> (art. L. 111-9-1 du code des juridictions financières) : Simplification du fonctionnement des formations inter-juridictions.....	22
<i>Article 24 duodecies</i> (chap. II du titre III du livre Ier du code des juridictions financières) : Modification de l'intitulé d'un chapitre du code des juridictions financières.....	23
<i>Article 24 terdecies</i> (art. L. 132-4 et L. 132-5-1 [nouveau] du code des juridictions financières) : Assistance de la Cour des comptes au Gouvernement.....	23
<i>Article 24 quaterdecies</i> (chapitre Ier du titre IV du livre Ier et art. L. 141-1 A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3-1 [nouveau], L. 141-4, L. 141-5, L. 141-6, L. 141-8, L. 141-10, L. 262-45, L. 272-41-1, L. 272-43 du code des juridictions financières) : Réorganisation des dispositions fixant les règles de procédure.....	23
<i>Article 24 quindecies (supprimé)</i> (art. L. 141-3 du code des juridictions financières) : Échanges d'informations entre les commissaires aux comptes et la Cour des comptes.....	23
<i>Article 24 sexdecies</i> (art. L. 135-1 à L. 135-5, L. 136-1 à L. 136-6, L. 143-1 à L. 143-11 [nouveaux], L. 111-8-1, L. 251-1 et L. 314-9 du code des juridictions financières ; art. 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958) : Réorganisation des dispositions fixant les règles applicables en matière non juridictionnelle.....	24
<i>Article 24 septdecies</i> (art. L. 143-14 [nouveau] du code des juridictions financières) : Communication au Premier ministre des enquêtes de la Cour des comptes.....	24
<i>Article 24 octodecies (supprimé)</i> (art. L. 211-10 et L. 252-12-1, L. 262-13-1 et L. 272-14-1 [nouveaux] du code des juridictions financières) : Transmission obligatoire, pour les membres des chambres régionales des comptes, des faits susceptibles de constituer une infraction d'un gestionnaire public.....	24

<i>Article 24</i> novodecies (chapitre préliminaire du titre Ier de la première partie du livre II et art. L. 210-1 et L. 212-1 du code des juridictions financières) : Nombre et ressort des chambres régionales des comptes	24
<i>Article 24</i> vicies (<i>supprimé</i>) (titre I ^{er} du livre III du code des juridictions financières) : Abrogation des dispositions relatives à la Cour de discipline budgétaire et financière.....	25
Chapitre IX quater - Dispositions relatives aux juridictions administratives	25
<i>Article 24</i> unvicies (art. L. 122-1 du code de justice administrative) : Extension aux présidents adjoints de la section du contentieux du Conseil d'État de la possibilité de régler certaines affaires par ordonnance	25
<i>Article 24</i> duovicies (art. L. 211-1 et L. 311-1 du code de justice administrative) : Répartition des compétences entre les différents niveaux de juridictions administratives	26
<i>Article 24</i> tervicies (art. L. 211-4 du code de justice administrative) : Organisation de missions de conciliation par les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel	26
<i>Article 24</i> quatervicies (art. L. 221-2 du code de justice administrative) : Suppression d'une disposition inusitée permettant à un tribunal administratif de délibérer par l'adjonction d'un avocat	26
<i>Article 24</i> quinvicies (art. L. 552-1 et L. 552-3 du code de justice administrative et art. L. 279 du livre des procédures fiscales) : Aménagement de la procédure du référé fiscal.....	26
<i>Article 24</i> sexvicies (chapitre IX [nouveau] du titre VII du livre VII et art. L. 779-1 [nouveau] du code de justice administrative) : Contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage	27
<i>Article 24</i> septvicies (art. 62 à 65 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 et art. L. 211-3 du code de justice administrative) : Contentieux de l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France.....	27
Chapitre X - Dispositions diverses	27
<i>Article 25 A</i> (art. 1 ^{er} de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971) : Limitation de la multipostulation à la région parisienne.....	27
<i>Article 25 bis A</i> (art. L. 233-17-1 [nouveau] du code de commerce) : Exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés dans certaines sociétés commerciales	27
<i>Article 25 bis B</i> (art. L. 670-1-1 [nouveau] du code de commerce) : Exclusion du patrimoine affecté à l'EIRL du champ de la faillite civile.....	28
<i>Article 25 ter A</i> (art. 28-1 et 28-2 du code de procédure pénale) : Précisions relatives aux attributions des officiers de douane judiciaire et des officiers fiscaux judiciaires	28
<i>Article 25 quater A</i> (art. 85 et 392-1 du code de procédure pénale) : Amélioration du mécanisme de consignation, en vue d'une responsabilisation des personnes morales à but lucratif qui se constituent partie civile	28
<i>Article 25 quater B</i> (art. 133 du code de procédure pénale) : Clarification des dispositions relatives à l'exécution des mandats d'arrêt en cas d'arrestation à plus de deux cents kilomètres du lieu de la juridiction du juge mandant	28

<i>Article 25 quater C</i> (art. 142-6, 145, 706-53-19, 723-30, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale) : Améliorations et coordinations aux dispositions relatives au placement sous surveillance électronique et à l'assignation à résidence avec surveillance électronique	29
<i>Article 25 quater D</i> (art. 194 et 199 du code de procédure pénale) : Introduction d'un délai d'examen par la chambre de l'instruction de l'appel d'une ordonnance de placement sous contrôle judiciaire	29
<i>Article 25 quater E</i> (art. 234-1 [nouveau] et 884 du code de procédure pénale) : Prise en compte de spécificités locales d'organisation judiciaire	29
<i>Article 25 quater F</i> (art. 417 du code de procédure pénale) : Information du prévenu comparaissant sans avocat devant le tribunal correctionnel de son droit à bénéficier d'un avocat commis d'office	29
<i>Article 25 quater</i> (art. 475-1, 618-1 et 800-2 du code de procédure pénale) : Possibilités pour les juridictions pénales de condamner une partie à payer à l'autre partie une somme au titre des frais non payés par l'État	30
<i>Article 25 quinquies</i> (art. 665 du code de procédure pénale) : Application du principe du contradictoire aux requêtes en renvoi d'une affaire dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice	30
<i>Article 25 sexies</i> (art. L. 3413-1 à L. 3413-3 et L. 3423-1 du code de la santé publique) : Améliorations des dispositions relatives à l'injonction thérapeutique..	30
<i>Article 25 septies</i> (art. L. 6132-3 du code des transports) : Raccourcissement de la procédure de demande d'une déclaration judiciaire de décès en cas de disparition d'un aéronef	30
<i>Article 25 octies</i> (art. 14-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989) : Coordination avec la nouvelle procédure simplifiée de constatation de la résiliation d'un bail d'habitation en matière mobilière	30
<i>Article 26</i> : Date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi	31
<i>Article 26 bis</i> (art. 63 de la loi n° 2010-737 du 1 ^{er} juillet 2010) : Habilitation du Gouvernement à recodifier le code de la consommation par voie d'ordonnance....	31
<i>Article 27</i> : Application outre-mer.....	31
TABLEAU COMPARATIF	33
AMENDEMENT EXAMINÉ PAR LA COMMISSION	102

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission des Lois est aujourd'hui saisie, en nouvelle lecture, du projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles, la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur les dispositions restant en discussion sur ce projet de loi, réunie le 6 juillet dernier, n'étant pas parvenue à élaborer un texte commun.

Ce projet de loi, déposé sur le bureau du Sénat le 3 mars 2010⁽¹⁾, a été adopté par cette assemblée en première lecture le 14 avril dernier, après que le Gouvernement a engagé la procédure accélérée ; il a ensuite été adopté, en première lecture, par l'Assemblée nationale le 4 juillet dernier⁽²⁾.

Lors de son examen du texte en première lecture le 29 juin, votre commission des Lois a sensiblement enrichi le texte, adoptant une quarantaine d'articles additionnels, à l'initiative du président Jean-Luc Warsmann - introduction de deux chapitres nouveaux, respectivement relatifs aux juridictions financières et aux juridictions administratives -, mais aussi du Gouvernement⁽³⁾.

En séance publique, certains des articles inclus dans le chapitre IX *ter* relatif aux juridictions financières ont été supprimés à l'initiative du Gouvernement, si bien que ne subsistaient dans ce nouveau chapitre soumis à la commission mixte paritaire que neuf articles.

Au cours de la réunion de la commission mixte paritaire, députés et sénateurs n'ont pu s'accorder sur un texte commun, les sénateurs contestant la possibilité pour les députés d'enrichir substantiellement le texte en première lecture, ce qui, compte tenu de l'engagement par le Gouvernement de la procédure accélérée, conduit les membres du Sénat à n'être saisis de nouveaux articles qu'au stade de la CMP. Certains membres de la commission mixte ont estimé que votre Commission avait eu « *peu de considération* » pour le Sénat ou avait procédé de « *mauvaise méthode* » à l'égard des sénateurs en adoptant des dispositions nouvelles à la veille de la réunion de la CMP⁽⁴⁾.

(1) *Projet de loi (n° 344, session ordinaire 2009-2010) relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles, enregistré à la Présidence du Sénat le 3 mars 2010.*

(2) cf. *texte adopté n° 701*

(3) cf. *Rapport établi par M. Marcel Bonnot au nom de la commission des Lois, sur le projet de loi (n° 3373), adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles, n° 3604, 29 juin 2011.*

(4) cf. *Rapport de la commission mixte paritaire n° 3625*

Votre rapporteur estime que l'engagement par le Gouvernement de la procédure accélérée ne saurait en aucune façon priver la seconde assemblée saisie de son droit d'amendement sur le texte transmis par la première, et ce même si cela conduit *in fine* la première assemblée à ne pas avoir été saisie de dispositions nouvelles avant le stade de la réunion de la CMP. Il note que ce cas de figure se rencontre chaque année lors de l'examen du projet de loi de finances : les modifications apportées par le Sénat, seconde assemblée saisie, ne sont alors examinées par les députés qu'au stade de la CMP. En outre, lorsqu'à l'initiative de votre commission des Lois, l'article 45 de la Constitution a été précisé en 2008 pour définir l'étendue du droit d'amendement en première lecture, il a été exigé qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis, ce qui réserve clairement le droit d'amendement de la deuxième assemblée saisie.

On observera également que, dans le cas du présent projet de loi, les amendements adoptés par votre Commission, intégrés au texte adopté par elle, ont été connus une semaine avant la réunion de la CMP et non seulement la veille.

Le Gouvernement ayant décidé, conformément à l'article 45 de la Constitution, d'inscrire le projet de loi à l'ordre du jour de votre assemblée en nouvelle lecture, votre Commission se retrouve aujourd'hui saisie du texte adopté par l'Assemblée nationale le 4 juillet dernier.

Votre rapporteur vous invite à adopter l'ensemble des articles du projet de loi dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, ce qui permettra d'ailleurs au Sénat d'en délibérer en nouvelle lecture.

DISCUSSION GÉNÉRALE

La Commission examine, en nouvelle lecture, le projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles lors de sa séance du mardi 12 juillet 2011.

Après l'exposé du rapporteur, une discussion générale a lieu.

M. René Dosière. Je voudrais dire que l'attitude adoptée par l'ensemble des sénateurs membres de la CMP sur ce texte n'est pas admissible. Ils ont considéré que n'ayant pas examiné et discuté les dispositions nouvelles adoptées en séance par les députés, ces ajouts ne pouvaient être retenus. Pareille attitude ne me semble pas acceptable car, dès lors que le Gouvernement déclare la procédure accélérée – un peu trop fréquemment, certes, mais c'est un autre sujet –, la procédure conduit inéluctablement la première assemblée saisie à ne pas examiner certaines dispositions adoptées par la seconde chambre, si ce n'est par l'intermédiaire d'une commission mixte paritaire. Nier cette évidence, qui joue dans les deux sens, conduit à bloquer le fonctionnement du Parlement.

J'ajoute que le mode d'élection et la légitimité des deux assemblées ne sont pas équivalents. Notre Assemblée est élue au suffrage universel direct, ce qui lui confère une légitimité supérieure à celle du Sénat, comme la Constitution le reconnaît elle-même d'ailleurs en nous conférant, en cas de désaccord persistant, le dernier mot. Sans doute, d'ailleurs, cette éventualité pourrait-elle se présenter à l'occasion du présent projet de loi.

Certes, plusieurs dispositions adoptées la semaine dernière ne sont pas mineures. Le texte, à cet égard, a substantiellement été enrichi et l'on pourrait sans doute modifier son intitulé afin de le rebaptiser en projet de loi portant diverses dispositions d'ordre juridique. Il reste que, par principe, nous ne pouvons suivre la position des sénateurs de la CMP.

Pour ma part, je regrette également les positions prises par le Gouvernement, qui s'est opposé en séance publique à l'adoption de dispositions votées par notre Commission, à l'initiative de notre Président sur un autre projet de loi déposé sur le Bureau de notre Assemblée, s'agissant de la mise en cause financière des ministres. La majorité a finalement suivi le Gouvernement sur ce point.

Or, à la lumière d'un événement précis, cela me semble des plus contestables. Pour mémoire, le 13 juillet 2008, s'est tenu un sommet de l'Union pour la Méditerranée, au Grand Palais. Les deux à trois heures de cette réunion ont coûté 16 millions d'euros à l'État. Comme l'a souligné le rapport spécial de la Cour des comptes sur cet événement, la dépense a été engagée sans appel d'offres, c'est-à-dire en dehors des procédures légales. De ce fait, le ministre des affaires étrangères, maître d'ouvrage officiel et visible en cette affaire, a réquisitionné son comptable pour que les factures soient réglées en fin d'année.

Pour l'engagement d'une dépense de ce type, qui représente à mes yeux l'un des plus grands scandales financiers de ces dernières années, le ministre des affaires étrangères, qui a dégagé le comptable de toute responsabilité, ne risquait lui-même rien puisqu'il n'est pas ressortissant de la Cour de discipline budgétaire. Les élus locaux, pris à partie pour le moindre petit appel d'offres, apprécieront cette différence de traitement. En tout cas, cela montre bien que la démarche de notre Commission sur la mise en cause financière des ministres était nécessaire.

Le Gouvernement a d'ailleurs récidivé dans son opposition à ce type d'initiatives de responsabilisation et de moralisation, à l'occasion de l'examen d'autres textes relatifs à l'outre-mer. Lors de la réunion des CMP sur ces textes, l'ensemble des députés et sénateurs, à l'exception de notre collègue Perben, avait conforté des dispositions que j'avais fait approuver par notre Assemblée, moyennant quelques aménagements rédactionnels suggérés par les deux rapporteurs.

Le Gouvernement est revenu sur ces dispositions lors de l'examen, hier, des conclusions de ces CMP au Sénat, en laissant libre cours à une initiative commune en ce sens des présidents des groupes UMP et de l'Union centriste, et il s'apprête à faire de même dans notre assemblée ce matin même. Quelles étaient ces dispositions ?

La première consistait à soumettre tout octroi à un élu local d'un avantage en nature à une délibération du conseil de la collectivité. Il s'agit là d'une exigence élémentaire de transparence car aujourd'hui cela relève de la discrétion de l'exécutif local. De ce point de vue, je dois l'avouer, le budget de l'Élysée est plus transparent que celui de nombre de collectivités locales.

La seconde disposition supprimait l'écêtement, c'est-à-dire la possibilité pour les élus dont les indemnités dépassent le plafond autorisé – 8 300 euros de rémunération mensuelle pour un élu local et 9 700 euros pour un parlementaire – d'attribuer le supplément qu'ils ne peuvent toucher à l'élu de leur choix. Cette pratique, consistant à distribuer de l'argent public qui n'appartient pas aux intéressés, se fonde sur une circulaire de 1992 dont la validité juridique est pour le moins contestable.

C'est la première fois, depuis 2007, que le Gouvernement revient ainsi sur un compromis de CMP aussi consensuel. Aussi, je vous le dis sans ambages : le refus du Gouvernement d'instaurer une mise en cause financière de ses membres et de mettre un terme à la possibilité pour les élus de reverser des sommes d'argent public ne leur appartenant pas conduit à des dérives qui font le jeu du populisme. C'est justement parce que l'on est incapable à mettre un terme à ces mesures qui soulèvent des difficultés que l'on favorise la suspicion et le discrédit à l'égard des élus.

Pour ma part, je le regrette et me permets de vous rappeler à cet égard cette citation, pour le moins symbolique, de Charles Péguy, qui déclarait en 1910 : « *La mystique républicaine, c'était quand on mourrait pour la République. La politique républicaine, c'est à présent qu'on en vit.* »

M. le Président Jean-Luc Warsmann. Je ne reviendrai pas sur les conclusions des CMP adoptées dans cette salle, la semaine passée, sur les textes relatifs à l'outre-mer. Il s'agit d'un débat qui ne relève pas de notre ordre du jour de ce matin.

Pour ce qui concerne le texte dont nous sommes de nouveau saisis, je tiens à souligner que l'ensemble des députés membres de la CMP, quelle que soit leur sensibilité et leur appréciation de telle ou telle disposition du texte, ont adopté une même attitude de rejet du texte, compte tenu du caractère complètement inacceptable et irrecevable des arguments avancés par les sénateurs. Je vous propose donc que nous suivions les recommandations de notre rapporteur et que nous reconduisons, moins d'une semaine après la tenue de la CMP, le texte que notre Assemblée avait adoptée en première lecture.

La Commission passe alors à l'examen des articles du projet de loi restant en discussion.

EXAMEN DES ARTICLES

CHAPITRE I^{ER}

Suppression de la juridiction de proximité et maintien de juges de proximité

Article 1^{er}

(Chapitre I^{er bis} du titre II du livre I^{er} [nouveau], art. L. 121-5 à L. 121-8 [nouveaux], L. 212-3-1 [nouveau], L. 212-4, L. 221-10, L. 222-1-1 [nouveau], L. 223-1, L. 532-15-2 [nouveau], L. 552-8, L. 562-8, titre III du livre II, section 2 du chapitre II du titre III du livre V, section 3 du chapitre II du titre V du livre V, section 3 du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'organisation judiciaire ; art. 521, 522-1, 522-2, 523 et 523-1 du code de procédure pénale ; art. 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958)

Suppression des juridictions de proximité et nouvelles missions confiées aux juges de proximité, désormais rattachés aux tribunaux de grande instance

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 1^{er} sans modification.

Article 2

(art. L. 123-1, L. 533-1, L. 553-1 et L. 563-1 du code de l'organisation judiciaire ; art. 39, 41-3, 44, 44-1, 45, 46, 47, 48, 80, 178, 179-1, 180, 213, 525, 528, 528-2, 529-5-1, 529-11, 530-2, 531, 533, 535, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 546, 549, 658, 677, 678, 705, 706-71, 706-76, 706-109, 706-134 et 708 du code de procédure pénale ; art. L. 121-3 du code de la route ; art. 1018 A du code général des impôts ; art. 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 ; art 2 de la loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007)

Suppression de multiples références aux juridictions de proximité dans divers textes

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 2 sans modification.

CHAPITRE I^{ER BIS}

Dispositions de simplification de la procédure de saisie des rémunérations

Article 2 bis

(art. L. 3252-3, L. 3252-4, L. 3252-8, et L. 3252-10 du code du travail)

Amélioration de la procédure de saisie des rémunérations

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 2 bis sans modification.

CHAPITRE III
SPÉCIALISATION DES JUGES DÉPARTITEURS

Article 4

(art. L. 1454-2 du code du travail)

Spécialisation des juges chargés de la répartition prud'homale

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 4 sans modification.

CHAPITRE IV
SPÉCIALISATION DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE
EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article 6

(art. L. 623-31 du code de la propriété intellectuelle)

Abrogation du nombre plancher de tribunaux de grande instance compétents pour le contentieux relatif aux obtentions végétales

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 6 sans modification.

CHAPITRE V
Transfert de compétences entre le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance

Article 7

(art. 103, 185, 186, 188, 341 bis, 344, 347, 349, 357 bis, 358, 375, 389, 389 bis, 390 et 468 du code des douanes)

Transfert aux tribunaux de grande instance du contentieux douanier

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 7 sans modification.

Article 11

(loi du 12 juillet 1909 ; art. L 215-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 775 du code rural et art. 35 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955)

Abrogation de la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable avec effet pour l'avenir

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 11 sans modification.

CHAPITRE VI

Aménagement des règles régissant la procédure en matière familiale

Article 14

(art. 10 de la loi du 31 décembre 1971)

Encadrement des honoraires perçus par les avocats dans le cadre de procédures de divorce par consentement mutuel

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 14 sans modification.

Article 15

Expérimentation pour trois ans d'une procédure de médiation familiale obligatoire préalablement à une saisine du juge aux affaires familiales sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 15 sans modification.

Article 15 bis A (supprimé)

(art. L. 670-1-1 [nouveau] du code de commerce)

Adaptation du régime de la faillite civile pour tenir compte de l'instauration de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 15 bis A.

Article 15 quater C

(art. 361 et 370-2 du code civil)

**Simplification de la procédure de changement de prénom
d'un enfant mineur dans le cadre d'une adoption simple**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 15 quater C sans modification.

CHAPITRE VII

**Regroupement de certains contentieux en matière pénale au sein de juridictions
spécialisées**

Article 16

(art. 41, 93-1 [nouveau], 396 et 628 à 628-9 [nouveaux] du code de procédure pénale)

**Création d'un pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes
contre l'humanité, les crimes et délits de guerre et les actes de torture**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 16 sans modification.

Article 17

(Titre XXIX [nouveau] et art. 706-176 à 706-182 [nouveaux] du code de procédure pénale)

Création de juridictions spécialisées en matière d'accidents collectifs

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 17 sans modification.

Article 19

(art. 693 du code de procédure pénale)

**Coordination et amélioration des règles définissant la juridiction compétente
pour les infractions commises en dehors de France relevant
de la compétence des juridictions françaises**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 19 sans modification.

CHAPITRE VIII

Développement des procédures pénales simplifiées

Article 20

(art. 398-1, 495, 495-1, 495-2, 495-2-1 [nouveau], 495-3, 495-3-1 [nouveau], 495-4, 495-5, 495-5-1 [nouveau], 495-6-1 et 495-6-2 du code de procédure pénale)

Ordonnance pénale : extension du champ d'application, amélioration des garanties et possibilité pour la victime d'exercer l'action civile dans le cadre de cette procédure

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 20 sans modification.

Article 21

(art. 180-1 [nouveau] et 495-7 du code de procédure pénale)

Possibilité de recourir à la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à l'issue d'une instruction – Extension du champ d'application de cette procédure

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 21 sans modification.

Article 21 bis

(art. 528 du code de procédure pénale)

Possibilité de former opposition à un jugement rendu par défaut sur opposition à une ordonnance pénale en matière contraventionnelle

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 21 bis sans modification.

Article 22

(art. 529 et 850 du code de procédure pénale ; art. L. 216-14, L. 331-25 et L. 437-14 du code de l'environnement ; art. L. 1721-2 du code des transports)

Extension de la procédure de l'amende forfaitaire aux contraventions de cinquième classe

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 22 sans modification.

Article 22 bis

(art. L. 141-2 du code de la consommation,
art. L. 310-6-1 [nouveau] du code de commerce)

**Extension des pouvoirs de règlement transactionnel de la direction générale
de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté
par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 22 bis sans modification.

Article 22 ter

(art. 529-6 et 529-10 du code de procédure pénale ; art. L. 121-2 et L. 121-3,
L. 322-3 [nouveau] et L. 325-1-1 du code de la route ;
art. 1018 A du code général des impôts)

**Clarification des règles applicables en matière de responsabilité pénale
du vendeur et de l'acquéreur d'un véhicule d'occasion**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté
par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 22 ter sans modification.

Article 22 quater

(art. L. 3355-9 et L. 3512-5 [nouveaux] du code de la santé publique)

**Possibilité de règlement transactionnel pour les infractions aux
réglementations relatives aux débits de boissons et au tabagisme**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté
par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 22 quater sans modification.

CHAPITRE IX

Aménagement des compétences juridictionnelles en matière militaire

Article 23

(intitulés du titre XI du livre IV et du chapitre 1^{er} du titre XI du livre IV, art. 697-1, art. 697-4 et 697-5 [nouveaux], art. 698 à 698-8 du code de procédure pénale ; art. L. 1, L. 2, L. 3, L. 111-1, L. 111-10 à L. 111-17, L. 112-22, L. 121-1, L. 121-6, L. 121-7, L. 121-8, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-12, L. 211-14, L. 211-15, L. 211-17, L. 211-24, L. 211-25 [nouveau], L. 221-1, L. 221-2, L. 221-4, L. 231-1, L. 233-1, L. 241-1, L. 261-1, L. 262-1, L. 262-2, L. 265-1, L. 265-3, et L. 271-1 du code de justice militaire)

Suppression du tribunal aux armées de Paris et transfert de ses attributions à une juridiction de droit commun

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 23 sans modification.

Article 24

(art. L. 311-7, L. 311-8 et L. 311-11 du code de justice militaire)

Abrogation de la perte automatique de grade en cas de condamnation pénale et de l'exécution des peines d'amende sous forme d'emprisonnement

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 sans modification.

Article 24 bis

(art. L. 321-2, L. 321-3, L. 321-4, L. 321-5, L. 321-6, L. 321-7, L. 321-8, L. 321-9 et L. 321-10 du code de justice militaire)

Clarification du régime juridique applicable aux déserteurs à l'intérieur et à l'étranger

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 bis sans modification.

CHAPITRE IX *TER*

DISPOSITIONS RELATIVES AUX JURIDICTIONS FINANCIÈRES

Article 24 quater (supprimé)

(art. L. 111-1 du code des juridictions financières)

**Compétence de la Cour des comptes en matière
de discipline budgétaire et financière**

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 quater.

Article 24 quinquies (supprimé)

(art. L. 111-11 [nouveau] du code des juridictions financières)

Transmission obligatoire, pour les membres de la Cour des comptes, des faits susceptibles de constituer une infraction commise par un gestionnaire public

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 quinquies.

Article 24 sexies A

(art. L. 112-8 et L. 212-16 du code des juridictions financières)

Normes professionnelles

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 sexies A sans modification.

Article 24 sexies (supprimé)

(art. L. 131-2 du code des juridictions financières)

Regroupement des dispositions relatives aux comptables publics

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 sexies.

Article 24 septies (supprimé)

(art. L. 131-13 [nouveau] du code des juridictions financières)

Liste des justiciables de la Cour des comptes

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 septies.

Article 24 octies (supprimé)

(art. L. 131-14 à L. 131-28 [nouveaux] du code des juridictions financières)

Sanctions des irrégularités commises par les gestionnaires publics

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 octies.

Article 24 nonies (supprimé)

(art. L. 142-1-1 et art. L. 142-1-2 [nouveaux] du code des juridictions financières)

**Procédure applicable aux activités juridictionnelles
concernant les gestionnaires publics**

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 nonies.

Article 24 decies

(art. L. 211-2 et L. 231-7 à L. 231-9 du code des juridictions financières)

Seuils de l'apurement administratif des comptes

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 decies sans modification.

Article 24 undecies

(art. L. 111-9-1 du code des juridictions financières)

Simplification du fonctionnement des formations inter-juridictions

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 undecies sans modification.

Article 24 duodecies

(chap. II du titre III du livre Ier du code des juridictions financières)

Modification de l'intitulé d'un chapitre du code des juridictions financières

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 duodecies sans modification.

Article 24 terdecies

(art. L. 132-4 et L. 132-5-1 [nouveau] du code des juridictions financières)

Assistance de la Cour des comptes au Gouvernement

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 terdecies sans modification.

Article 24 quaterdecies

(chapitre Ier du titre IV du livre Ier et art. L. 141-1 A [nouveau], L. 141-1, L. 141-3-1 [nouveau], L. 141-4, L. 141-5, L. 141-6, L. 141-8, L. 141-10, L. 262-45, L. 272-41-1, L. 272-43 du code des juridictions financières)

Réorganisation des dispositions fixant les règles de procédure

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 quaterdecies sans modification.

Article 24 quindecies (supprimé)

(art. L. 141-3 du code des juridictions financières)

Échanges d'informations entre les commissaires aux comptes et la Cour des comptes

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 quindecies.

Article 24 sexdecies

(art. L. 135-1 à L. 135-5, L. 136-1 à L. 136-6, L. 143-1 à L.143-11 [nouveaux], L. 111-8-1, L. 251-1 et L. 314-9 du code des juridictions financières ; art. 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958)

Réorganisation des dispositions fixant les règles applicables en matière non juridictionnelle

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 sexdecies sans modification.

Article 24 septdecies

(art. L. 143-14 [nouveau] du code des juridictions financières)

Communication au Premier ministre des enquêtes de la Cour des comptes

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 septdecies sans modification.

Article 24 octodécies (supprimé)

(art. L. 211-10 et L. 252-12-1, L. 262-13-1 et L. 272-14-1 [nouveaux] du code des juridictions financières)

Transmission obligatoire, pour les membres des chambres régionales des comptes, des faits susceptibles de constituer une infraction d'un gestionnaire public

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 octodécies.

Article 24 novodécies

(chapitre préliminaire du titre Ier de la première partie du livre II et art. L. 210-1 et L. 212-1 du code des juridictions financières)

Nombre et ressort des chambres régionales des comptes

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

*

* *

La Commission est saisie de l'amendement CL 1 de M. René Dosière.

M. René Dosière. Je rappelle qu'une tentative a été faite lors de la réunion de la Commission mixte paritaire en vue de rechercher un compromis. Cette proposition de compromis adressée aux sénateurs consistait à supprimer les deux articles relatifs aux chambres régionales des comptes, qui auraient pu, dans le contexte de la campagne pour les élections sénatoriales, occasionner une certaine gêne pour les sénateurs.

Du reste, j'avais souligné, au nom du groupe SRC lors de l'examen du projet de loi en séance, notre hostilité à la réduction du nombre de chambres régionales des comptes, tout en notant qu'une réforme des modalités des évaluations communes de la Cour des comptes et des CRC était nécessaire afin de permettre la mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles prévoyant la possibilité pour le Parlement d'être assisté par la Cour des comptes dans sa mission de contrôle du Gouvernement.

Je tenais donc, à travers le dépôt de cet amendement, à marquer à nouveau mon opposition à la réduction par décret du nombre de CRC.

La Commission rejette l'amendement CL 1 de M. René Dosière, puis adopte l'article 24 novodecies sans modification.

Article 24 viciés (supprimé)

(titre I^{er} du livre III du code des juridictions financières)

Abrogation des dispositions relatives à la Cour de discipline budgétaire et financière

Cet article a été supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture. Votre rapporteur vous propose de maintenir la suppression de cet article.

La Commission maintient la suppression de l'article 24 viciés.

CHAPITRE IX QUATER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Article 24 unviciés

(art. L. 122-1 du code de justice administrative)

Extension aux présidents adjoints de la section du contentieux du Conseil d'État de la possibilité de régler certaines affaires par ordonnance

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 unviciés sans modification.

Article 24 duovicies

(art. L. 211-1 et L. 311-1 du code de justice administrative)

Répartition des compétences entre les différents niveaux de juridictions administratives

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 duovicies sans modification.

Article 24 tervicies

(art. L. 211-4 du code de justice administrative)

Organisation de missions de conciliation par les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 tervicies sans modification.

Article 24 quatervicies

(art. L. 221-2 du code de justice administrative)

Suppression d'une disposition inusitée permettant à un tribunal administratif de délibérer par l'adjonction d'un avocat

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 quatervicies sans modification.

Article 24 quinvicies

(art. L. 552-1 et L. 552-3 du code de justice administrative et art. L. 279 du livre des procédures fiscales)

Aménagement de la procédure du référé fiscal

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 quinvicies sans modification.

Article 24 sexvicies

(chapitre IX [nouveau] du titre VII du livre VII
et art. L. 779-1 [nouveau] du code de justice administrative)

Contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 sexvicies sans modification.

Article 24 septvicies

(art. 62 à 65 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970
et art. L. 211-3 du code de justice administrative)

Contentieux de l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 24 septvicies sans modification.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 25 A

(art. 1^{er} de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971)

Limitation de la multipostulation à la région parisienne

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 A sans modification.

Article 25 bis A

(art. L. 233-17-1 [nouveau] du code de commerce)

Exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés dans certaines sociétés commerciales

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 bis A sans modification.

Article 25 bis B

(art. L. 670-1-1 [nouveau] du code de commerce)

Exclusion du patrimoine affecté à l'EIRL du champ de la faillite civile

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 bis B sans modification.

Article 25 ter A

(art. 28-1 et 28-2 du code de procédure pénale)

**Précisions relatives aux attributions des officiers
de douane judiciaire et des officiers fiscaux judiciaires**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 ter A sans modification.

Article 25 quater A

(art. 85 et 392-1 du code de procédure pénale)

**Amélioration du mécanisme de consignation, en vue d'une responsabilisation
des personnes morales à but lucratif qui se constituent partie civile**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quater A sans modification.

Article 25 quater B

(art. 133 du code de procédure pénale)

**Clarification des dispositions relatives à l'exécution des mandats d'arrêt
en cas d'arrestation à plus de deux cents kilomètres du lieu
de la juridiction du juge mandant**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quater B sans modification.

Article 25 quater C

(art. 142-6, 145, 706-53-19, 723-30, 763-3 et 763-10 du code de procédure pénale)

Améliorations et coordinations aux dispositions relatives au placement sous surveillance électronique et à l'assignation à résidence avec surveillance électronique

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quater C sans modification.

Article 25 quater D

(art. 194 et 199 du code de procédure pénale)

Introduction d'un délai d'examen par la chambre de l'instruction de l'appel d'une ordonnance de placement sous contrôle judiciaire

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quater D sans modification.

Article 25 quater E

(art. 234-1 [nouveau] et 884 du code de procédure pénale)

Prise en compte de spécificités locales d'organisation judiciaire

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quater E sans modification.

Article 25 quater F

(art. 417 du code de procédure pénale)

Information du prévenu comparaissant sans avocat devant le tribunal correctionnel de son droit à bénéficier d'un avocat commis d'office

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quater F sans modification.

Article 25 quater

(art. 475-1, 618-1 et 800-2 du code de procédure pénale)

Possibilités pour les juridictions pénales de condamner une partie à payer à l'autre partie une somme au titre des frais non payés par l'État

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quater sans modification.

Article 25 quinquies

(art. 665 du code de procédure pénale)

Application du principe du contradictoire aux requêtes en renvoi d'une affaire dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 quinquies sans modification.

Article 25 sexies

(art. L. 3413-1 à L. 3413-3 et L. 3423-1 du code de la santé publique)

Améliorations des dispositions relatives à l'injonction thérapeutique

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 sexies sans modification.

Article 25 septies

(art. L. 6132-3 du code des transports)

Raccourcissement de la procédure de demande d'une déclaration judiciaire de décès en cas de disparition d'un aéronef

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 septies sans modification.

Article 25 octies

(art. 14-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989)

Coordination avec la nouvelle procédure simplifiée de constatation de la résiliation d'un bail d'habitation en matière mobilière

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 25 octies sans modification.

Article 26

Date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 26 sans modification.

Article 26 bis

(art. 63 de la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010)

**Habilitation du Gouvernement à recodifier
le code de la consommation par voie d'ordonnance**

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 26 bis sans modification.

Article 27

Application outre-mer

Votre rapporteur vous propose d'adopter cet article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

La Commission adopte l'article 27 sans modification.

*

* *

La Commission adopte l'ensemble du projet de loi sans modification.

*

* *

En conséquence, la commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République vous demande d'adopter, en nouvelle lecture, le projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (n° 3635), dans le texte figurant dans le document annexé au présent rapport.

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte adopté par la Commission
<p>Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles</p>	<p>Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles</p>	<p>Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles</p>
CHAPITRE I ^{ER}	CHAPITRE I ^{ER}	CHAPITRE I ^{ER}
<p>Suppression de la juridiction de proximité et maintien des juges de proximité</p>	<p>Suppression de la juridiction de proximité et maintien des juges de proximité</p>	<p>Suppression de la juridiction de proximité et maintien des juges de proximité</p>
Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}	Article 1 ^{er}
<p>I. – Le code de l'organisation judiciaire est ainsi modifié :</p>	<p>I. – (Alinéa sans modification)</p>	<p>(Sans modification)</p>
<p>1° Après le chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er}, il est inséré un chapitre I^{er} <i>bis</i> ainsi rédigé :</p>	<p>1° (Sans modification)</p>	
<p>« CHAPITRE I^{ER} <i>BIS</i></p>		
<p>« Les juges de proximité</p>		
<p>« <i>Art. L. 121-5.</i> – Le service des juges de proximité mentionnés à l'article 41-17 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, appelés à exercer des fonctions de juge d'un tribunal de grande instance et à être chargés de fonctions juridictionnelles dans un tribunal d'instance, est fixé conformément aux dispositions du présent chapitre.</p>		
<p>« <i>Art. L. 121-6.</i> – Chaque année, le président du tribunal de grande instance répartit les juges de proximité dans les différents services de la juridiction auxquels ils peuvent participer en tenant compte de leurs fonctions au tribunal d'instance à l'activité duquel ils concourent.</p>		
<p>« <i>Art. L. 121-7.</i> – Chaque année, le magistrat chargé de la direction et de l'administration du tribunal d'instance organise par ordonnance le service dont les juges de proximité sont chargés au sein de ce tribunal, en tenant compte de celui auquel ils sont astreints au tribunal de grande instance.</p>		

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

« *Art. L. 121-8.* – Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent chapitre. Il précise les conditions dans lesquelles la répartition des juges de proximité peut être modifiée en cours d'année. » ;

2° L'article L. 212-3 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 212-3.* – La formation collégiale du tribunal se compose d'un président et de plusieurs assesseurs.

« Les juges de proximité peuvent être appelés à siéger dans cette formation.

« Ils peuvent également :

« 1° Statuer sur requête en injonction de payer, sauf sur opposition ;

« 2° Procéder, dans les cas et conditions prévus par le sous-titre II du titre VII du livre I^{er} du code de procédure civile, aux mesures d'instruction suivantes :

« *a)* Se transporter sur les lieux à l'occasion des vérifications personnelles du juge ;

« *b)* Entendre les parties à l'occasion de leur comparution personnelle ;

« *c)* Entendre les témoins à l'occasion d'une enquête. » ;

3° Au second alinéa de l'article L. 212-4, les mots : « , en matière pénale, » sont supprimés ;

3° *bis* (*nouveau*) L'article L. 221-4 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'il connaît des actions personnelles ou mobilières jusqu'à la valeur de 4 000 euros ou des demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 4 000 euros, sous réserve des dispositions légales ou ré-

2° Après l'article L. 212-3, il est inséré un article L. 212-3-1 ainsi rédigé :

Alinéa supprimé

Alinéa supprimé

« *Art. L. 212-3-1.* – Les juges de proximité peuvent être appelés à siéger dans la formation mentionnée à l'article L. 212-3. Ils peuvent ...

« 1° (*Sans modification*)

« 2° (*Sans modification*)

3° (*Sans modification*)

3° *bis* **Supprimé**

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

—
glements fixant la compétence des autres juridictions et à l'exception des compétences particulières visées par l'article L. 221-5, le tribunal d'instance est constitué par un juge de proximité et à défaut par un juge du tribunal d'instance. » ;

4° À l'article L. 221-10, les mots : « de la cinquième classe » sont supprimés ;

5° Après l'article L. 222-1, il est inséré un article L. 222-1-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 222-1-1. – Le juge de proximité peut statuer sur requête en injonction de payer, sauf sur opposition. » ;

6° L'article L. 223-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « matière patrimoniale » sont remplacés par les mots : « matières patrimoniale et commerciale, » ;

b) Les deuxième et dernier alinéas sont supprimés ;

7° Après l'article L. 532-15-1, il est inséré un article L. 532-15-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 532-15-2. – L'article L. 222-1-1 est applicable à Wallis-et-Futuna. » ;

8° L'article L. 552-8 est ainsi rédigé :

« Art. L. 552-8. – Les articles L. 212-4 et L. 222-1-1 sont applicables en Polynésie française. » ;

9° L'article L. 562-8 est ainsi rédigé :

« Art. L. 562-8. – Les articles L. 212-4 et L. 222-1-1 sont applicables en Nouvelle-Calédonie. »

4° *(Sans modification)*

5° *(Sans modification)*

6° ... ainsi rédigé :

« Art. L. 223-1. – Le tribunal d'instance connaît, de manière exclusive, en matière civile et commerciale, de toute action patrimoniale jusqu'à la valeur de 10 000 €.

Il connaît aussi, dans les mêmes conditions, des demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 10 000 €. » ;

7° *(Sans modification)*

8° *(Sans modification)*

9° *(Sans modification)*

Texte adopté par le Sénat

II. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 521 est ainsi rédigé :

« *Art. 521.* – Le tribunal de police connaît des contraventions. » ;

2° L'article 523 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'il connaît des contraventions des quatre premières classes, à l'exception de celles déterminées par un décret en Conseil d'État, le tribunal de police est constitué par un juge de proximité et, à défaut, par un juge du tribunal d'instance. »

III. – Le titre III du livre II du code de l'organisation judiciaire, au livre V du même code, la section 2 du chapitre II du titre III, la section 3 du chapitre II du titre V et la section 3 du chapitre II du titre VI, les articles 522-1, 522-2 et 523-1 du code de procédure pénale et l'article 41-18 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature sont abrogés.

Article 2

I. – À l'article L. 123-1 du code de l'organisation judiciaire, les mots : « , les juridictions de proximité » sont supprimés.

II. – À l'article L. 533-1 du même code et dans l'intitulé des chapitres I^{er} et III du titre III du livre II du code de procédure pénale, les mots : « et de la juridiction de proximité » sont supprimés.

III. – Au dernier alinéa de l'article 39, à la première phrase du premier alinéa de l'article 528 et au second alinéa de l'article 549 du code de procédure pénale, les mots : « ou de la juridiction de proximité » sont supprimés.

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

II. – *(Non modifié)*

III. – 1. Le ...

... judiciaire, la section 2 du chapitre II du titre III du livre V du même code, la section 3 du chapitre II du titre V du même livre V et la section 3 du chapitre II du titre VI dudit livre V, les articles 522-1 ...

2 *(nouveau)*. À l'intitulé du chapitre I^{er} du titre III du livre II du code de procédure pénale, les mots : « et de la juridiction de proximité » sont supprimés.

Article 2

I. – *(Non modifié)*

II. – *(Non modifié)*

III. – *(Non modifié)*

Texte adopté par la Commission

Article 2

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

IV. – Au dernier alinéa du II de l'article 80 et à la première phrase de l'article 179-1 du même code, les mots : « la juridiction de proximité, » sont supprimés.

V. – À la première phrase du premier alinéa de l'article 45, à la fin du premier alinéa de l'article 178, aux premier et dernier alinéas de l'article 213, au premier alinéa de l'article 528-2 et au troisième alinéa de l'article 706-71 du même code, les mots : « ou devant la juridiction de proximité » sont supprimés.

VI. – À la première phrase de l'article 44 du même code, les mots : « et les juridictions de proximité » sont supprimés.

VII. – À la première phrase du premier alinéa de l'article 180 du même code, les mots : « , soit devant la juridiction de proximité, » sont supprimés.

VIII. – Dans l'intitulé de la section 4 du chapitre II du titre I^{er} du livre I^{er} et du chapitre IV du titre III du livre II, et au premier alinéa de l'article 546 du même code, les mots : « et la juridiction de proximité » sont supprimés.

IX. – Au second alinéa de l'article 45 du même code, les mots : « ou aux juridictions de proximité » sont supprimés.

X. – Au deuxième alinéa de l'article 528-2, à l'article 531, au premier alinéa de l'article 539, à la première phrase de l'article 540, au premier alinéa de l'article 541, à la première phrase de l'article 542, au second alinéa de l'article 706-134, à la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article 708 du même code et à la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 121-3 du code de la route, les mots : « ou la juridiction de proximité » sont supprimés.

XI. – À l'article 533 et au premier alinéa des articles 535, 543 et 544 du code de procédure pénale, les mots : « et devant la juridiction de proximité » sont supprimés.

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

IV. – *(Non modifié)*

V. – À la deuxième phrase ...

... et à la première phrase du troisième alinéa de l'article 706-71 du code de procédure pénale, les ...

VI. – *(Non modifié)*

VII. – *(Non modifié)*

VIII. – *(Non modifié)*

IX. – *(Non modifié)*

X. – *(Non modifié)*

XI. – *(Non modifié)*

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

XII. – Au second alinéa de l'article 535 et au premier alinéa de l'article 538 du même code, les mots : « ou par le juge de proximité » sont supprimés.

XII. – *(Non modifié)*

XIII. – Au deuxième alinéa de l'article 677 du même code, les mots : « ou d'une juridiction de proximité » sont supprimés.

XIII. – *(Non modifié)*

XIV. – À la première phrase du dernier alinéa de l'article 677 du même code, les mots : « d'une juridiction de proximité, » sont supprimés.

XIV. – *(Non modifié)*

XV. – À la seconde phrase du dernier alinéa des articles 705, 706-76 et 706-109 du même code, les mots : « ou devant la juridiction de proximité compétente en application de l'article 522-1 » sont supprimés.

XV. – *(Non modifié)*

XVI. – Au premier alinéa de l'article 549 du même code, les mots : « ou les juridictions de proximité » sont supprimés.

XVI. – *(Non modifié)*

XVII. – *(Supprimé)*

XVIII. – Le dernier alinéa de l'article 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante est supprimé.

XVIII. – *(Non modifié)*

XIX. – Au 2° de l'article 1018 A du code général des impôts, les mots : « et des juridictions de proximité » sont supprimés.

XIX. – *(Non modifié)*

XIX bis (nouveau). – Au I de l'article 2 de la loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit, les mots : « , la juridiction de proximité » sont supprimés.

XIX bis. – *(Non modifié)*

XX. – 1. Aux articles L. 553-1 et L. 563-1 du code de l'organisation judiciaire, les mots : « , du tribunal de première instance et de la juridiction de proximité » sont remplacés par les mots : « et du tribunal de première instance ».

XX. – *(Non modifié)*

2. Au second alinéa de l'article 46, aux articles 47 et 48 et à la deuxième phrase de l'article 529-11 du code de procédure pénale, les mots : « la

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

juridiction de proximité » sont remplacés par les mots : « le tribunal de police ».

3. Au dernier alinéa de l'article 41-3 du même code, les mots : « devant le juge du tribunal de police ou devant la juridiction de proximité » sont remplacés par les mots : « devant le juge compétent du tribunal de police ».

4. À la seconde phrase du cinquième alinéa de l'article 44-1 du même code, les mots : « juge du tribunal de police ou par le juge de la juridiction de proximité » sont remplacés par les mots : « juge compétent du tribunal de police ».

5. Au premier alinéa de l'article 525 du même code, les mots : « juge du tribunal de police ou de la juridiction de proximité » sont remplacés par les mots : « juge compétent du tribunal de police ».

5 *bis (nouveau)*. L'article 529-5-1 du même code est ainsi modifié :

a) À la première phrase, les mots : « d'une ou plusieurs juridictions de proximité » sont remplacés par les mots : « d'un ou plusieurs tribunaux de police » ;

b) L'avant-dernière phrase est supprimée ;

c) À la dernière phrase, les mots : « de la juridiction de proximité » sont remplacés par les mots : « du tribunal de police ».

6. À l'article 530-2 du même code, les mots : « à la juridiction de proximité » sont remplacés par les mots : « au tribunal de police ».

6 *bis (nouveau)*. À la première phrase de l'article 658 du même code, les mots : « , deux tribunaux de police ou deux juridictions de proximité » sont remplacés par les mots : « ou deux tribunaux de police ».

7. À l'article 678 du même code, les mots : « , le tribunal de police, le tribunal correctionnel ou la juridiction de

Texte adopté par le Sénat

proximité » sont remplacés par les mots : « ou le tribunal, ».

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

CHAPITRE I^{ER} *BIS*

**Dispositions de simplification de la
procédure de saisie des rémunérations**

(Division et intitulé nouveaux)

Article 2 *bis* *(nouveau)*

Le code du travail est ainsi modifié :

1° À la fin du deuxième alinéa de l'article L. 3252-3, les mots : « au foyer du salarié » sont remplacés par les mots : « à un foyer composé d'une seule personne » ;

2° À la fin du second alinéa de l'article L. 3252-4, les mots : « le juge » sont remplacés par les mots : « décret en Conseil d'État » ;

3° L'article L. 3252-8 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, les créances résiduelles les plus faibles, prises dans l'ordre croissant de leur montant, sans que celles-ci puissent excéder un montant fixé par décret, sont payées prioritairement dans les conditions fixées par ce décret. » ;

4° Le deuxième alinéa de l'article L. 3252-10 est ainsi rédigé :

« À défaut, le juge, même d'office, le déclare débiteur des retenues qui auraient dû être opérées. Il peut, pour déterminer le montant de ces retenues, s'adresser aux organismes fiscaux et sociaux dans les conditions prévues à l'article 39 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution pour obtenir les informations relatives au montant de la rémunération perçue par le débiteur ainsi que sur la composition de sa famille. »

Texte adopté par la Commission

CHAPITRE I^{ER} *BIS*

**Dispositions de simplification de la
procédure de saisie des rémunérations**

Article 2 *bis*

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

CHAPITRE II

Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges

CHAPITRE II

Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges

CHAPITRE II

Extension au tribunal de grande instance de la procédure d'injonction de payer et institution d'une procédure européenne d'injonction de payer et d'une procédure européenne de règlement des petits litiges

CHAPITRE III

Spécialisation des juges départiteurs

CHAPITRE III

Spécialisation des juges départiteurs

CHAPITRE III

Spécialisation des juges départiteurs

Article 4

L'article L. 1454-2 du code du travail est ainsi modifié :

Article 4

(Alinéa sans modification)

Article 4

(Sans modification)

1° La première phrase du premier alinéa est complétée par les mots : « ou le juge d'instance désigné par le premier président en application du troisième alinéa » ;

1° ... du dernier alinéa »

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

2° *(Sans modification)*

« En cas de pluralité de conseils de prud'hommes dans le ressort d'un tribunal de grande instance, le premier président de la cour d'appel peut, si l'activité le justifie, désigner les juges du tribunal d'instance dans le ressort duquel est situé le siège du tribunal de grande instance. »

CHAPITRE IV

Spécialisation des tribunaux de grande instance en matière de propriété intellectuelle

CHAPITRE IV

Spécialisation des tribunaux de grande instance en matière de propriété intellectuelle

CHAPITRE IV

Spécialisation des tribunaux de grande instance en matière de propriété intellectuelle

Article 6

Au dernier alinéa de l'article L. 623-31 du code de la propriété intellectuelle, les mots : « , dont le nombre ne pourra être inférieur à dix, » sont supprimés.

Article 6

Au premier alinéa ...
ne peut être ...

Article 6

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

CHAPITRE V

CHAPITRE V

CHAPITRE V

Transfert de compétences entre le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance

Transfert de compétences entre le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance

Transfert de compétences entre le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance

Article 7

Article 7

Article 7

Le code des douanes est ainsi modifié :

(Alinéa sans modification)

(Sans modification)

1° Au 2 de l'article 103, à l'article 344 et au deuxième alinéa de l'article 468, les mots : « tribunal d'instance » sont remplacés par les mots : « président du tribunal de grande instance » ;

1° *(Sans modification)*

2° À l'article 185, à la fin du 2 de l'article 186, à la seconde phrase du 3 de l'article 188, aux 1 et 3 de l'article 389 et au dernier alinéa du 1 et au 3 de l'article 389 *bis*, les mots : « juge d'instance » sont remplacés par les mots : « président du tribunal de grande instance » ;

2°

... et à la première phrase du 3 ...

3° Au 2 de l'article 341 *bis*, les mots : « juge d'instance » sont remplacés par les mots : « juge de l'exécution » ;

3° *(Sans modification)*

4° À l'article 347, à l'article 357 *bis*, au 2 de l'article 358 et au 1 de l'article 375, les mots : « d'instance » sont remplacés par les mots : « de grande instance » ;

4° À la fin de l'article 347 ...

5° L'article 349 est ainsi modifié :

5° *(Alinéa sans modification)*

a) Au premier alinéa, à la première phrase, les mots : « juge d'instance » sont remplacés par les mots : « président du tribunal de grande instance » et, aux deuxième et dernière phrases, le mot : « juge » est remplacé par le mot : « président » ;

a) *(Sans modification)*

b) Au deuxième alinéa, les mots : « juge d'instance » sont remplacés, deux fois, par les mots : « président du tribunal de grande instance » et, à la seconde phrase, les mots : « du juge d'appel » sont remplacés par les mots : « de la cour d'appel » ;

b) ... alinéa, aux première et seconde phrases, les mots : « juge d'instance » sont remplacés par ...

Texte adopté par le Sénat

6° Le paragraphe 3 de la section 2 du chapitre III du titre XII et son intitulé sont abrogés ;

7° Au 2 de l'article 390, les mots : « de l'auditoire du juge d'instance » sont remplacés par les mots : « du tribunal de grande instance ».

Article 11

La loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable est abrogée.

Elle demeure applicable aux biens de famille ayant fait l'objet de la publication prévue par l'article 10 de ladite loi, avant la publication de la présente loi.

CHAPITRE VI

Aménagement des règles régissant la procédure en matière familiale

Article 14

L'article 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques est complété par un alinéa ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale

6° (*Sans modification*)

7° (*Sans modification*)

Article 11

I. – La ...

... prévue à l'article 9 de ladite loi, avant la promulgation de ...

II (*nouveau*). – 1. L'article L. 215-1 du code de l'action sociale et des familles est abrogé.

2. Le 2° de l'article 35 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière est abrogé.

3. La seconde phrase du dernier alinéa de l'article 775 du code rural est supprimée.

CHAPITRE VI

Aménagement des règles régissant la procédure en matière familiale

Article 14

Avant le dernier alinéa de l'article 10 ...
...
juridiques, il est inséré un alinéa ...

Texte adopté par la Commission

Article 11

(*Sans modification*)

CHAPITRE VI

Aménagement des règles régissant la procédure en matière familiale

Article 14

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

« L'avocat est tenu de conclure avec son client une convention d'honoraires pour les procédures de divorce. Des barèmes indicatifs des honoraires pratiqués par les avocats pour ces procédures, établis à partir des usages observés dans la profession, sont publiés par arrêté du garde des sceaux, pris après avis du Conseil national des barreaux. Ces barèmes sont révisés au minimum tous les deux ans. »

Article 15

À titre expérimental et jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle de la publication de la présente loi, dans les tribunaux de grande instance déterminés par un arrêté du garde des sceaux, les dispositions suivantes sont applicables, par dérogation à l'article 373-2-13 du code civil.

Les décisions fixant les modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant ainsi que les dispositions contenues dans la convention homologuée peuvent être modifiées à tout moment par le juge, à la demande du ou des parents ou du ministère public, qui peut lui-même être saisi par un tiers, parent ou non.

Toutefois, à peine d'irrecevabilité que le juge peut soulever d'office, la saisine du juge par le ou les parents doit être précédée d'une tentative de médiation familiale, sauf :

1° Si la demande émane conjointement des deux parents afin de solliciter l'homologation d'une convention selon les modalités fixées à l'article 373-2-7 du code civil ;

2° Si l'absence de recours à la médiation est justifiée par un motif légitime ;

3° (*nouveau*) Si cette tentative de médiation préalable risque, compte tenu des délais dans lesquelles elle est susceptible d'intervenir, de porter atteinte au droit des intéressés d'avoir accès au juge dans un délai raisonnable.

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

... sceaux, ministre de la justice, pris ...
... au
moins tous ...

Article 15

... la promulgation de ...
...
instance désignés par ...

... modifiées ou
complétées à ...

(*Alinéa sans modification*)

1° (*Sans modification*)

2° (*Sans modification*)

3°

... dans lesquels elle ...

Texte adopté par la Commission

Article 15

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

Six mois au moins avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport procédant à son évaluation en vue de décider de sa généralisation, de son adaptation ou de son abandon.

Article 15 bis A (nouveau)

Après l'article L. 670-1 du code de commerce, il est inséré un article L. 670-1-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 670-1-1. – Le présent titre est également applicable aux personnes mentionnées à l'article L. 670-1 ayant procédé à une déclaration de constitution de patrimoine affecté conformément à l'article L. 526-7 et dont l'activité agricole, commerciale, artisanale ou indépendante est exclusivement exercée avec affectation de patrimoine.

« En ce cas, sauf dispositions contraires, les références faites à la personne, au débiteur, au contrat, au cocontractant s'entendent, respectivement :

« – de la personne en tant que titulaire d'un patrimoine non affecté ;

« – du débiteur en tant que titulaire d'un patrimoine non affecté ;

« – du contrat passé par le débiteur ainsi défini ;

« – du cocontractant ayant conclu avec lui un tel contrat.

« Les dispositions qui intéressent les biens, droits ou obligations de cette personne doivent, sauf dispositions contraires, être comprises comme visant les éléments du seul patrimoine non affecté. Les dispositions qui intéressent les droits ou obligations des créanciers de cette personne s'appliquent, sauf dispositions contraires, dans les limites du seul patrimoine non affecté. »

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

(Alinéa sans modification)

Article 15 bis A

Supprimé

Texte adopté par la Commission

Article 15 bis A

Suppression maintenue

Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte adopté par la Commission
—	—	—
	Article 15 <i>quater</i> C (<i>nouveau</i>)	Article 15 <i>quater</i> C
	Le code civil est ainsi modifié :	<i>(Sans modification)</i>
	1° À l'article 361, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois » ;	
	2° L'article 370-2 est complété par les mots : « , à l'exception de la modification des prénoms ».	
CHAPITRE VII	CHAPITRE VII	CHAPITRE VII
Regroupement de certains contentieux en matière pénale au sein de juridictions spécialisées	Regroupement de certains contentieux en matière pénale au sein de juridictions spécialisées	Regroupement de certains contentieux en matière pénale au sein de juridictions spécialisées
Article 16	Article 16	Article 16
Le code de procédure pénale est ainsi modifié :	<i>(Alinéa sans modification)</i>	<i>(Sans modification)</i>
1° L'intitulé du titre I ^{er} du livre IV est ainsi rédigé : « Des règles de procédure applicables aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre » ;	1° <i>(Sans modification)</i>	
2° Avant le chapitre I ^{er} du titre I ^{er} du livre IV, il est ajouté un sous-titre I ^{er} intitulé : « De la coopération avec la Cour pénale internationale » ;	2° ... du même titre I ^{er} , il ...	
3° Après l'article 627-20, il est inséré un sous-titre II ainsi rédigé :	3° Après le chapitre II du même titre I ^{er} , il ...	
« Sous-titre II	<i>(Alinéa sans modification)</i>	
« Des juridictions compétentes pour la poursuite, l'instruction et le jugement des crimes contre l'humanité et des crimes et délits de guerre	<i>(Alinéa sans modification)</i>	
« Art. 628. – Les crimes contre l'humanité et les crimes et délits de guerre sont poursuivis, instruits et jugés selon les règles du présent code sous réserve des dispositions du présent sous-titre.	« Art. 628. – <i>(Sans modification)</i>	
« Art. 628-1. – Pour la poursuite, l'instruction et le jugement des infractions entrant dans le champ d'application de l'article 628, le procu-	« Art. 628-1. – <i>(Sans modification)</i>	

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

reur de la République, le juge d'instruction et la cour d'assises de Paris exercent une compétence concurrente à celle qui résulte de l'application des articles 43 et 52.

« En ce qui concerne les mineurs, le procureur de la République, le juge d'instruction, le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs de Paris exercent une compétence concurrente à celle qui résulte de l'application de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

« Lorsqu'ils sont compétents pour la poursuite et l'instruction des infractions entrant dans le champ d'application de l'article 628, le procureur de la République et le juge d'instruction de Paris exercent leurs attributions sur toute l'étendue du territoire national.

« Art. 628-2. – Le procureur de la République près un tribunal de grande instance autre que celui de Paris peut, pour les infractions entrant dans le champ d'application de l'article 628, requérir le juge d'instruction de se dessaisir au profit de la juridiction d'instruction de Paris. Les parties sont préalablement avisées et invitées à faire connaître leurs observations par le juge d'instruction ; l'ordonnance est rendue huit jours au plus tôt et un mois au plus tard à compter de cet avis.

« L'ordonnance par laquelle le juge d'instruction se dessaisit ne prend effet qu'à compter du délai de cinq jours prévu par l'article 628-6 ; lorsqu'un recours est exercé en application de cet article, le juge d'instruction demeure saisi jusqu'à ce que l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation soit porté à sa connaissance.

« Dès que l'ordonnance est devenue définitive, le procureur de la République adresse le dossier de la procédure au procureur de la République de Paris.

« Le présent article est applicable devant la chambre de l'instruction.

« Art. 628-2. – (Alinéa sans modification)

prévu à l'article ...
... de ce
même article ...

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

« Art. 628-3. – Lorsqu'il apparaît au juge d'instruction de Paris que les faits dont il a été saisi ne constituent pas une des infractions entrant dans le champ d'application de l'article 628 et ne relèvent pas de sa compétence à un autre titre, ce magistrat se déclare incompétent, soit sur requête du procureur de la République, soit, après avis de ce dernier, d'office ou sur requête des parties. Celles des parties qui n'ont pas présenté une requête sont préalablement avisées et invitées à faire connaître leurs observations ; l'ordonnance est rendue au plus tôt huit jours après cet avis.

« Le deuxième alinéa de l'article 628-2 est applicable à l'ordonnance par laquelle le juge d'instruction de Paris se déclare incompétent.

« Dès que l'ordonnance est devenue définitive, le procureur de la République de Paris adresse le dossier de la procédure au procureur de la République territorialement compétent.

« Le présent article est applicable lorsque la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris statue sur sa compétence.

« Art. 628-4. – Lorsque le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants de Paris se déclare incompétent pour les motifs prévus par l'article 628-3, il renvoie le ministère public à se pourvoir ainsi qu'il avisera ; il peut, le ministère public entendu, décerner, par la même décision, mandat de dépôt ou d'arrêt contre le prévenu.

« Art. 628-5. – Dans les cas prévus par les articles 628-2 à 628-4, le mandat de dépôt ou d'arrêt conserve sa force exécutoire ; les actes de poursuite ou d'instruction et les formalités intervenus avant que la décision de dessaisissement ou d'incompétence soit devenue définitive n'ont pas à être renouvelés.

« Art. 628-6. – Toute ordonnance rendue sur le fondement de l'article 628-2 ou de l'article 628-3 par laquelle un juge d'instruction statue sur son dessaisissement ou le juge d'instruction de Paris statue sur sa compétence peut, à l'exclusion de toute autre voie de recours, être déférée dans les cinq jours de

« Art. 628-3. –

... in-
compétent soit ...

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. 628-4. –

... prévus à l'article
...

« Art. 628-5. – ... pré-
vus aux articles ...

« Art. 628-6. –
... fondement des articles
628-2 ou 628-3 ...

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

sa notification, à la requête du ministère public ou des parties, à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui désigne, dans les huit jours suivant la date de réception du dossier, la juridiction chargée de poursuivre l'information. Le ministère public peut également saisir directement la chambre criminelle de la Cour de cassation lorsque le juge d'instruction n'a pas rendu son ordonnance dans le délai d'un mois prévu au premier alinéa de l'article 628-2.

« La chambre criminelle qui constate que le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris n'est pas compétent peut néanmoins, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, décider que l'information sera poursuivie à ce tribunal.

« L'arrêt de la chambre criminelle est porté à la connaissance du juge d'instruction ainsi qu'à celle du ministère public et signifié aux parties.

« Le présent article est applicable à l'arrêt rendu sur le fondement du dernier alinéa des articles 628-2 et 628-3 par lequel une chambre de l'instruction statue sur son dessaisissement ou sa compétence.

« Art. 628-7. – Par dérogation à l'article 712-10, sont seuls compétents le juge de l'application des peines du tribunal de grande instance de Paris, le tribunal de l'application des peines de Paris et la chambre de l'application des peines de la cour d'appel de Paris pour prendre les décisions concernant les personnes condamnées pour une infraction entrant dans le champ d'application de l'article 628, quel que soit le lieu de détention ou de résidence du condamné.

« Ces décisions sont prises après avis du juge de l'application des peines compétent en application de l'article 712-10.

« Pour l'exercice de leurs attributions, les magistrats des juridictions mentionnées au premier alinéa peuvent se déplacer sur l'ensemble du territoire national, sans préjudice de l'application de l'article 706-71 sur l'utilisation de moyens de télécommunication.

... l'information est
poursuivie ...

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. 628-7. – *(Alinéa sans modification)*

(Alinéa sans modification)

... alinéa du présent article peuvent ...

Texte adopté par le Sénat

« Art. 628-8 (nouveau). – Les articles 706-80 à 706-106, à l'exception des articles 706-88-1 et 706-88-2, sont applicables à l'enquête, la poursuite et l'instruction des crimes entrant dans le champ d'application de l'article 628.

« Pour l'application du sixième alinéa de l'article 706-88, l'intervention de l'avocat peut être différée pendant une durée maximale de soixante-douze heures.

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

« Art. 628-8. – Le chapitre II du titre XXV du présent livre IV, à l'exception ... 706-88-2 est applicable à l'enquête ...

(Alinéa sans modification)

« Art. 628-8-1 (nouveau). –
Peuvent exercer les fonctions d'assistant spécialisé auprès des juridictions et magistrats mentionnés à l'article 628-1 les fonctionnaires de catégorie A et B ainsi que les personnes titulaires, dans des matières définies par décret, d'un diplôme national sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à quatre années d'études supérieures après le baccalauréat qui remplissent les conditions d'accès à la fonction publique et justifient d'une expérience professionnelle minimale de quatre années.

« Les assistants spécialisés suivent une formation obligatoire préalable à leur entrée en fonction.

« Les assistants spécialisés participent aux procédures sous la responsabilité des magistrats, sans pouvoir toutefois recevoir délégation de signature, sauf pour les réquisitions prévues aux articles 60-1, 60-2, 77-1-2, 99-3 et 99-4.

« Ils accomplissent toutes les tâches qui leur sont confiées par les magistrats et peuvent notamment :

« 1° Assister les juges d'instruction dans tous les actes d'information ;

« 2° Assister les magistrats du ministère public dans l'exercice de l'action publique ;

« 3° Assister les officiers de police judiciaire agissant sur délégation des magistrats ;

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

« Art. 628-9 (nouveau). – Le présent sous-titre est également applicable aux crimes de torture pour lesquels les juridictions françaises sont compétentes en application de l'article 689-2. » ;

4° (nouveau) L'article 92 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Agissant dans le cadre d'une commission rogatoire internationale adressée à un État étranger, il peut, avec l'accord des autorités compétentes de l'État concerné, procéder à des auditions sur le territoire de cet État. »

« 4° Remettre aux magistrats des documents de synthèse ou d'analyse qui peuvent être versés au dossier de la procédure ;

« 5° Mettre en œuvre le droit de communication reconnu aux magistrats en application de l'article 132-22 du code pénal.

« Le procureur général peut leur demander d'assister le ministère public devant la juridiction d'appel.

« Ils ont accès au dossier de la procédure pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées et sont soumis au secret professionnel sous les peines prévues à l'article 226-13 du même code.

« Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article, notamment la durée pour laquelle les assistants spécialisés sont nommés et les modalités selon lesquelles ils prêtent serment.

« Art. 628-9. – (Sans modification)

4° Après le quatrième alinéa de l'article 41, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Il peut se transporter dans toute l'étendue du territoire national. Il peut également, dans le cadre d'une demande d'entraide adressée à un État étranger et avec l'accord des autorités compétentes de l'État concerné, se transporter sur le territoire d'un État étranger aux fins de procéder à des auditions. » ;

5° (nouveau) Après l'article 93, il est inséré un article 93-1 ainsi rédigé :

« Art. 93-1. – Si les nécessités de l'instruction l'exigent, le juge d'instruction peut, dans le cadre d'une commission rogatoire adressée à un État étranger et avec l'accord des autorités compétentes de l'État concerné, se transporter avec son greffier sur le territoire de cet État aux fins de procéder à des auditions.

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

Article 17

Le livre IV du code de procédure pénale est complété par un titre XXXIII ainsi rédigé :

« TITRE XXXIII

« DE LA PROCÉDURE
APPLICABLE EN CAS D'ACCIDENT
COLLECTIF

« Art. 706-176. – La compétence territoriale d'un tribunal de grande instance peut être étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel pour l'enquête, la poursuite, l'instruction et le jugement des délits prévus par les articles 221-6, 221-6-1, 222-19, 222-19-1, 222-20 et 222-20-1 du code pénal, dans les affaires qui comportent une pluralité de victimes et sont ou apparaîtraient d'une grande complexité.

« Cette compétence s'étend aux infractions connexes.

« Un décret fixe la liste et le ressort de ces juridictions, qui comprennent une section du parquet et des formations d'instruction et de jugement spécialisées pour connaître de ces infractions.

« Art. 706-177. – Au sein de chaque tribunal de grande instance dont la compétence territoriale est étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel, le procureur général et le premier président, après avis du procureur de la République et du président du tribunal de grande instance, désignent respectivement un ou plusieurs magistrats du parquet, juges d'instruction et magistrats du siège chargés spécialement de l'enquête, de la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions entrant dans le champ d'application de l'article 706-176.

« Il en donne préalablement avis au procureur de la République de son tribunal. » ;

6° (*nouveau*) Au deuxième alinéa de l'article 396, le mot : « sixième » est remplacé par le mot : « septième ».

Article 17

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« Art. 706-176. –

... prévus aux articles

(*Alinéa sans modification*)

(*Alinéa sans modification*)

« Art. 706-177. – (*Alinéa sans modification*)

Article 17

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

« Au sein de chaque cour d'appel dont la compétence territoriale est étendue au ressort d'une ou plusieurs cours d'appel, le premier président et le procureur général désignent respectivement des magistrats du siège et du parquet général chargés spécialement du jugement des délits et du traitement des affaires entrant dans le champ d'application de l'article 706-176.

« Art. 706-178. – Le procureur de la République, le juge d'instruction et la formation correctionnelle spécialisée du tribunal de grande instance visés à l'article 706-176 exercent, sur toute l'étendue du ressort fixé en application de cet article, une compétence concurrente à celle qui résulte de l'application des articles 43, 52, 382 et 706-42.

« La juridiction saisie demeure compétente, quelles que soient les incriminations retenues lors du règlement ou du jugement de l'affaire. Toutefois, si les faits constituent une contravention, le juge d'instruction prononce le renvoi de l'affaire devant le tribunal de police compétent en application de l'article 522.

« Art. 706-179. – Le procureur de la République près un tribunal de grande instance autre que ceux visés à l'article 706-176 peut, pour les infractions entrant dans le champ d'application de l'article 706-176, requérir le juge d'instruction de se dessaisir au profit de la juridiction d'instruction compétente en application de l'article 706-176. Les parties sont préalablement avisées et invitées à faire connaître leurs observations par le juge d'instruction. L'ordonnance est rendue huit jours au plus tôt et un mois au plus tard à compter de cet avis.

« Lorsque le juge d'instruction décide de se dessaisir, son ordonnance ne prend effet qu'à compter du délai de cinq jours prévu par l'article 706-180 ; lorsqu'un recours est exercé en application de cet article, le juge d'instruction demeure saisi jusqu'à ce que soit porté à sa connaissance l'arrêt de la chambre de l'instruction passé en force de chose jugée ou celui de la chambre criminelle de la Cour de cassation.

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

... juge-
ment des infractions et ...

« Art. 706-178. –
... instance men-
tionnés à ...
de ce même article ...

(Alinéa sans modification)

« Art. 706-179. –
... ceux men-
tionnés à ...
d'application du même article ...
... application
dudit article ...

... prévu à l'article ...

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

« Dès que l'ordonnance est passée en force de chose jugée, le procureur de la République adresse le dossier de la procédure au procureur de la République près le tribunal de grande instance compétent en application de l'article 706-178.

« Le présent article est applicable devant la chambre de l'instruction.

« Art. 706-180. – L'ordonnance rendue en application de l'article 706-179 peut, à l'exclusion de toute autre voie de recours, être déferée dans les cinq jours de sa notification, à la requête du ministère public ou des parties, soit à la chambre de l'instruction si la juridiction spécialisée au profit de laquelle le dessaisissement a été ordonné ou refusé se trouve dans le ressort de la cour d'appel dans lequel se situe la juridiction initialement saisie, soit, dans le cas contraire, à la chambre criminelle de la Cour de cassation. La chambre de l'instruction ou la chambre criminelle désigne, dans les huit jours suivant la date de réception du dossier, le juge d'instruction chargé de poursuivre l'information. Le ministère public peut également saisir directement la chambre de l'instruction ou la chambre criminelle de la Cour de cassation lorsque le juge d'instruction n'a pas rendu son ordonnance dans le délai d'un mois prévu au premier alinéa de l'article 706-179.

« L'arrêt de la chambre de l'instruction ou de la chambre criminelle est porté à la connaissance du juge d'instruction ainsi qu'à celle du ministère public et notifié aux parties.

« Le présent article est applicable à l'arrêt de la chambre de l'instruction rendu sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 706-179, le recours étant alors porté devant la chambre criminelle.

« Art. 706-181. – Les magistrats mentionnés à l'article 706-178 ainsi que le procureur général près la cour d'appel compétente peuvent demander à des assistants spécialisés, désignés dans les conditions prévues par l'article 706, de participer, selon les modalités prévues par cet article, aux procédures concer-

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. 706-180. – (Sans modification)

« Art. 706-181. –

... prévues à l'article ...

... prévues

à ce même article 706 ...

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

nant les délits entrant dans le champ d'application de l'article 706-176.

« Art. 706-182. – Le procureur général près la cour d'appel, dans le ressort de laquelle se trouve une juridiction compétente en application de l'article 706-176, anime et coordonne, en concertation avec les autres procureurs généraux du ressort interrégional, la conduite de la politique d'action publique pour l'application de cet article. »

« Art. 706-182. –

... de ce même article. »

Article 19

Article 19

Article 19

L'article 693 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

(Alinéa sans modification)

(Sans modification)

1° À la fin de la seconde phrase du premier alinéa, les références : « les articles 697-3, 705, 706-1 et 706-17 » sont remplacées par les références : « les articles 628-1, 697-3, 705, 706-1, 706-17, 706-75, 706-107, 706-108 et 706-176 » ;

1°
... références : « 697-3
... références : « 628-1

2° Le second alinéa est ainsi rédigé :

2° *(Alinéa sans modification)*

« La juridiction de Paris exerce une compétence concurrente à celle qui résulte du premier alinéa. Lorsque le procureur de la République près un tribunal de grande instance autre que celui de Paris requiert le juge d'instruction saisi d'une infraction entrant dans le champ d'application du chapitre I^{er} du présent titre de se dessaisir au profit de la juridiction d'instruction de Paris, les articles 628-2 et 628-6 sont applicables. »

...
résulte de la première phrase du ...

Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte adopté par la Commission
CHAPITRE VIII	CHAPITRE VIII	CHAPITRE VIII
Développement des procédures pénales simplifiées	Développement des procédures pénales simplifiées	Développement des procédures pénales simplifiées
Article 20	Article 20	Article 20
Le code de procédure pénale est ainsi modifié :	<i>(Alinéa sans modification)</i>	<i>(Sans modification)</i>
1° L'article 495 est ainsi rédigé :	1° A <i>(nouveau)</i> Le 1° de l'article 398-1 est ainsi rédigé :	
« Art. 495. – I. – Le procureur de la République peut décider de recourir à la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale pour les délits mentionnés au II lorsqu'il résulte de l'enquête de police judiciaire que les faits reprochés au prévenu sont simples et établis, que les renseignements concernant la personnalité de celui-ci, et notamment ses charges et ses ressources, sont suffisants pour permettre la détermination de la peine, qu'il n'apparaît pas nécessaire, compte tenu de la faible gravité des faits, de prononcer une peine d'emprisonnement ou une peine d'amende d'un montant supérieur à celui fixé par l'article 495-1 et que le recours à cette procédure n'est pas de nature à porter atteinte aux droits de la victime.	« 1° Les délits en matière de chèques prévus aux articles L. 163-2 et L. 163-7 du code monétaire et financier ; »	
« II. – La procédure simplifiée de l'ordonnance pénale est applicable aux délits suivants, ainsi qu'aux contraventions connexes :	1° <i>(Alinéa sans modification)</i>	
« 1° Le délit de vol prévu par l'article 311-3 du code pénal ainsi que le recel de ce délit prévu par l'article 321-1 du même code ;	« Art. 495. – I. – ... personnalité, les charges et les ressources de celui-ci sont ...	
« 2° Le délit de filouterie prévu par l'article 313-5 du même code ;	... fixé à l'article ...	
« 3° Les délits de détournement de gage ou d'objet saisi prévus par les articles 314-5 et 314-6 du même code ;	« II. – <i>(Alinéa sans modification)</i>	
	« 1° ... prévu à l'article prévu à l'article ...	
	« 2° ... prévu à l'article ...	
	« 3° ... prévus aux articles ...	

Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte adopté par la Commission
« 4° Les délits de destructions, dégradations et détériorations d'un bien privé ou public prévus par l'article 322-1 et le premier alinéa et le 2° de l'article 322-2 du même code ;	« 4° ... prévu à l'article 322-1 et aux premier alinéa et 2° ...	
« 5° Le délit de fuite prévu par l'article 434-10 du même code, lorsqu'il est commis à l'occasion de la conduite d'un véhicule ;	« 5° ... prévu à l'article ...	
« 5° bis (nouveau) Le délit de vente à la sauvette prévu par les articles 446-1 et 446-2 du même code ;	« 5 bis ... prévus aux articles ...	
« 6° Les délits prévus par le code de la route ;	« 6° (Sans modification)	
« 7° Les délits en matière de réglementations relatives aux transports terrestres ;	« 7° (Sans modification)	
« 8° Les délits prévus au titre IV du livre IV du code de commerce pour lesquels une peine d'emprisonnement n'est pas encourue ;	« 8° (Sans modification)	
« 9° Le délit d'usage de produits stupéfiants prévu par le premier alinéa de l'article L. 3421-1 du code de la santé publique ;	« 9° ... prévu au premier ...	
« 10° Le délit d'occupation de hall d'immeuble prévu par l'article L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ;	« 10° ... d'occupation des espaces communs ou des toits des immeubles collectifs d'habitation prévu à l'article ...	
« 11° Les délits de contrefaçon prévus aux articles L. 335-2, L. 335-3 et L. 335-4 du code de la propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont commis au moyen d'un service de communication au public en ligne ;	« 11° (Sans modification)	
« 12° Les délits en matière de chèques et de cartes de paiement prévus par les articles L. 163-2 et L. 163-7 du code monétaire et financier ;	« 12 ... chèques prévus aux articles ...	
« 13° Les délits de port ou transport d'armes de la 6 ^e catégorie prévus par l'article L. 2339-9 du code de la défense.	« 13° ... prévu à l'article ...	
« III. – La procédure simplifiée de l'ordonnance pénale n'est pas applicable ;	« III. – (Alinéa sans modification)	

Texte adopté par le Sénat

« 1° Si le prévenu était âgé de moins de dix-huit ans au jour de l'infraction ;

« 2° Si la victime a fait directement citer le prévenu avant qu'ait été rendue l'ordonnance prévue à l'article 495-1 du présent code ;

« 3° Si le délit a été commis en même temps qu'un délit ou qu'une contravention pour lequel la procédure d'ordonnance pénale n'est pas prévue ;

« 4° (*nouveau*) Si les faits ont été commis en état de récidive légale. » ;

2° Le deuxième alinéa de l'article 495-1 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le montant maximum de l'amende pouvant être prononcée est de la moitié de celui de l'amende encourue sans pouvoir excéder 5 000 €. » ;

3° Après l'article 495-2, il est inséré un article 495-2-1 ainsi rédigé :

« *Art. 495-2-1.* – Lorsque la victime des faits a formulé au cours de l'enquête de police une demande de dommages et intérêts ou de restitution valant constitution de partie civile conformément au deuxième alinéa de l'article 420-1, le président statue sur cette demande dans l'ordonnance pénale. S'il ne peut statuer sur cette demande pour l'une des raisons mentionnées au dernier alinéa du même article 420-1, il renvoie le dossier au ministère public aux fins de saisir le tribunal sur les intérêts civils. L'article 495-5-1 est alors applicable. » ;

4° Au troisième alinéa de l'article 495-3, les mots : « et que cette opposition permettra » sont remplacés par les mots : « , que cette opposition peut être limitée aux dispositions civiles ou pénales de l'ordonnance lorsqu'il a été statué sur une demande présentée par la victime et qu'elle permettra » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale

« 1° (*Sans modification*)

« 2° (*Sans modification*)

« 3° (*Sans modification*)

« 4° (*Sans modification*)

2° (*Alinéa sans modification*)

« Le montant maximal de ...

2° *bis* (*nouveau*) Au dernier alinéa de l'article 495-2, les mots : « dernier alinéa » sont remplacés par la référence : « I » ;

3° Après le même article ...

« *Art. 495-2-1.* – (*Sans modification*)

4° À la première phrase du troisième ...
opposition » sont ...

... qu'elle » ;

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

5° Après l'article 495-3, il est inséré un article 495-3-1 ainsi rédigé :

5° (*Sans modification*)

« Art. 495-3-1. – Lorsqu'il est statué sur les intérêts civils, l'ordonnance pénale est portée à la connaissance de la partie civile selon l'une des modalités prévues au deuxième alinéa de l'article 495-3. La partie civile est informée qu'elle dispose d'un délai de quarante-cinq jours à compter de cette notification pour former opposition aux dispositions civiles de l'ordonnance. » ;

6° (*Alinéa sans modification*)

6° Après la première phrase du premier alinéa de l'article 495-4, il est inséré une phrase ainsi rédigée :

« En cas d'opposition formée par le prévenu sur les seules dispositions civiles ou par la partie civile, le tribunal statue conformément au quatrième alinéa de l'article 464. » ;

... conformément à l'avant-dernier alinéa ...

6° bis (*nouveau*) À la dernière phrase du premier alinéa de l'article 495-4, les mots : « n'est pas susceptible d'opposition » sont remplacés par les mots : « est susceptible d'opposition dans les conditions prévues à l'article 495-3 » ;

7° Le second alinéa de l'article 495-5 est ainsi rédigé :

7° (*Sans modification*)

« Cependant, l'ordonnance pénale statuant uniquement sur l'action publique n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard de l'action civile en réparation des dommages causés par l'infraction. » ;

8° Après l'article 495-5, il est inséré un article 495-5-1 ainsi rédigé :

8° (*Alinéa sans modification*)

« Art. 495-5-1. – Lorsque la victime de l'infraction est identifiée et qu'elle n'a pu se constituer partie civile dans les conditions prévues par l'article 495-2-1 ou lorsqu'il n'a pas été statué sur sa demande formulée conformément à l'article 420-1, le procureur de la République doit l'informer de son droit de lui demander de citer l'auteur des faits à une audience du tribunal correctionnel statuant conformément au quatrième alinéa de l'article 464, dont

« Art. 495-5-1. –
... prévues à
l'article ...

... conformément à
l'avant-dernier alinéa ...

Texte adopté par le Sénat

—
elle est avisée de la date pour lui permettre de se constituer partie civile. Le tribunal statue alors sur les seuls intérêts civils, au vu du dossier de la procédure qui est versé au débat. » ;

9° (*nouveau*) Les articles 495-6-1 et 495-6-2 sont abrogés.

Article 21

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° (*nouveau*) Après l'article 180, il est inséré un article 180-1 ainsi rédigé :

« Art. 180-1. – Si le juge d'instruction estime que les faits constituent un délit, que la personne mise en examen reconnaît les faits et qu'elle accepte la qualification pénale retenue, il peut, à la demande ou avec l'accord du procureur de la République, du mis en examen et de la partie civile, prononcer par ordonnance le renvoi de l'affaire au procureur de la République aux fins de mise en œuvre d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité conformément aux articles 495-7 et suivants.

« La détention provisoire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique ou le contrôle judiciaire de la personne prend fin sauf s'il est fait application du troisième alinéa de l'article 179.

« L'ordonnance de renvoi indique qu'en cas d'échec de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ou si, dans un délai de trois mois ou, lorsque la détention a été maintenue, dans un délai d'un mois à compter de celle-ci, aucune décision d'homologation n'est intervenue, le prévenu est de plein droit renvoyé devant le tribunal correctionnel. Si le prévenu a été maintenu en détention, les quatrième et cinquième alinéas de l'article 179 sont applicables.

« Le procureur de la République peut, tout en mettant en œuvre la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, assigner le pré-

Texte adopté par l'Assemblée nationale

9° (*Sans modification*)

Article 21

(*Alinéa sans modification*)

1° (*Alinéa sans modification*)

« Art. 180-1. –

...
conformément à la section 8 du chapitre I^{er} du titre II du livre II.

(*Alinéa sans modification*)

... alinéas du même article ...

Texte adopté par la Commission

Article 21

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

venu devant le tribunal correctionnel ; cette assignation est caduque si une ordonnance d'homologation intervient avant l'expiration du délai de trois mois ou d'un mois.

« La demande ou l'accord du ministère public et des parties prévus au premier alinéa, qui doivent faire l'objet d'un écrit ou être mentionnés par procès-verbal, peuvent être recueillis au cours de l'information ou à l'occasion de la procédure de règlement prévue par l'article 175 ; si ces demandes ou accords ont été recueillis au cours de l'information, le présent article peut être mis en œuvre sans qu'il soit nécessaire de faire application de l'article 175. » ;

2° À l'article 495-7, les mots : « Pour les délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans » sont remplacés par les mots : « Pour tous les délits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 495-16 et des délits de violences volontaires et involontaires contre les personnes, de menaces et d'agressions sexuelles prévus aux articles 222-9 à 222-31-2 du code pénal lorsqu'ils sont punis d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à cinq ans ».

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

... mois mentionné au troisième alinéa.

... prévue à l'article 175 ...

... application du même article 175.

2°

... délits d'atteintes volontaires et involontaires à l'intégrité des personnes et d'agressions ...

... ans », et la référence : « des dispositions de l'article 393 » est remplacée par la référence : « de l'article 393 du présent code ».

Article 21 *bis* (nouveau)

À la fin de la seconde phrase du premier alinéa de l'article 528 du code de procédure pénale, les mots : « ne sera pas susceptible d'opposition » sont remplacés par les mots et une phrase ainsi rédigée : « est susceptible d'opposition dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 527. Les trois derniers alinéas du même article 527 sont applicables. »

Texte adopté par la Commission

Article 21 *bis*

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

Article 22

L'article 529 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « des quatre premières classes » sont supprimés ;

2° (*nouveau*) Le second alinéa est complété par les mots : « ou lorsque la loi prévoit que la récidive de la contravention constitue un délit. »

Article 22 *bis* (*nouveau*)

I. – Au premier alinéa de l'article L. 141-2 du code de la consommation, les mots : « contraventions prévues » sont remplacés par les mots : « contraventions, et les délits qui ne sont pas punis d'une peine d'emprisonnement, prévus ».

II. – Après l'article L. 310-6 du code de commerce, il est inséré un article L. 310-6-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 310-6-1.* – Pour les infractions prévues au présent titre ou par les textes pris pour son application, l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation peut, tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement, transiger, après accord du procureur de la République, dans les conditions prévues à l'article L. 470-4-1. »

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Article 22

I. – (*Non modifié*)

II (*nouveau*). – Aux deux derniers alinéas de l'article 850 du même code, les mots : « des quatre premières classes » sont supprimés.

III (*nouveau*). – Au deuxième alinéa des articles L. 216-14, L. 331-25 et L. 437-14 du code de l'environnement, les mots : « des quatre premières classes » sont supprimés.

IV (*nouveau*). – Au premier alinéa de l'article L. 1721-2 du code des transports, les mots : « des quatre premières classes » sont supprimés.

Article 22 *bis*

I. – (*Non modifié*)

II. – (*Alinéa sans modification*)

« *Art. L. 310-6-1.* –

... consommation a
droit, tant ...
... mouvement, de transiger ...

Texte adopté par la Commission

Article 22

(*Sans modification*)

Article 22 *bis*

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

Article 22 *ter* (nouveau)

I. – L'article 529-10 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « deuxième et troisième » sont remplacés par les mots : « deuxième, troisième et dernier » ;

2° Après le *b* du 1°, il est inséré un *c* ainsi rédigé :

« *c*) Des copies de la déclaration de cession du véhicule et de son accusé d'enregistrement dans le système d'immatriculation des véhicules. »

II. – Le code de la route est ainsi modifié :

1° Après le deuxième alinéa de l'article L. 121-2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas où le véhicule a été cédé, cette responsabilité pèse, avec les mêmes réserves, sur l'acquéreur du véhicule. » ;

2° L'article L. 121-3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas où le véhicule a été cédé, la responsabilité pécuniaire prévue au premier alinéa incombe, sous les réserves prévues au premier alinéa de l'article L. 121-2, à l'acquéreur du véhicule. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale

Article 22 *ter*

I A (nouveau). – Au dernier alinéa du III de l'article 529-6 du code de procédure pénale, les mots : « deuxième et troisième » sont remplacés par les mots : « trois derniers ».

I. – (Alinéa sans modification)

1°

... mots : « trois derniers ».

2° Le 1° est complété par un *c* ...

« *c*) (Sans modification)

II. – (Alinéa sans modification)

1° (Sans modification)

2° (Sans modification)

3° (nouveau) Le chapitre II du titre II du livre III est complété par un article L. 322-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 322-3. – Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende tout propriétaire qui fait une déclaration mensongère certifiant la cession de son véhicule.

Texte adopté par la Commission

Article 22 *ter*

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

« La personne coupable du délit prévu au présent article encourt également la peine complémentaire de confiscation de son véhicule. » ;

4° (*nouveau*) L'article L. 325-1-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de relaxe, le propriétaire dont le véhicule a été mis en fourrière sur autorisation du procureur de la République peut, selon des modalités précisées par arrêté du ministre de la justice, demander à l'État le remboursement, au titre des frais de justice, des frais de garde en fourrière qu'il a dû acquitter pour récupérer son véhicule. »

III (*nouveau*). – L'article 1018 A du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Après le mot : « décision ; », la fin du 3° est supprimée ;

b) Après le huitième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la personne a été condamnée pour conduite sous l'influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants en application de l'article L. 235-1 du code de la route ou du 3° des articles 221-6-1, 222-19-1 ou 222-20-1 du code pénal, les droits fixes de procédure prévus au présent article sont augmentés d'une somme fixée par arrêté du ministre de la justice égale au montant, arrondi à la dizaine inférieure, des indemnités maximales prévues pour les différentes analyses toxicologiques permettant d'établir la présence de stupéfiants dans le sang. »

Article 22 *quater* (*nouveau*)

Le code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Le chapitre V du titre V du livre III de la troisième partie est complété par un article L. 3355-9 ainsi rédigé :

Article 22 *quater*

La troisième partie du code ...

1° ... du livre III est ...

Article 22 *quater*

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

« Art. L. 3355-9. – I. – L'autorité administrative peut, tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement et après avoir recueilli l'accord du procureur de la République, transiger sur la poursuite des délits prévus et réprimés par les articles L. 3351-1 à L. 3351-7 et L. 3352-1 à L. 3352-9.

« Elle peut également transiger sur la poursuite des infractions relatives à l'établissement, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête ouvertes au public, d'un débit de boissons sans avoir obtenu l'autorisation de l'autorité municipale, ou à l'établissement d'un débit de boisson à consommer sur place des 2^e, 3^e et 4^e catégories sans respecter les distances déterminées par arrêté préfectoral avec les débits des mêmes catégories déjà existants.

« II. – Cette faculté n'est pas applicable aux contraventions pour lesquelles l'action publique est éteinte par le paiement d'une amende forfaitaire en application de l'article 529 du code de procédure pénale.

« III. – La proposition de transaction est déterminée en fonction des circonstances et de la gravité de l'infraction, de la personnalité de son auteur ainsi que de ses ressources et de ses charges.

« Elle précise l'amende transactionnelle que l'auteur de l'infraction doit payer, dont le montant ne peut excéder le tiers du montant de l'amende encourue ainsi que, le cas échéant, les obligations qui lui sont imposées, tendant à faire cesser l'infraction, à éviter son renouvellement, à réparer le dommage ou à remettre en conformité les lieux. Elle fixe également les délais impartis pour le paiement et, s'il y a lieu, l'exécution des obligations.

« IV. – L'acte par lequel le procureur de la République donne son accord à la proposition de transaction est interruptif de la prescription de l'action publique.

« L'action publique est éteinte lorsque l'auteur de l'infraction a exécuté dans les délais impartis l'intégralité des

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

« Art. L. 3355-9. – I. –

... prévus aux articles ...

... transiger, dans les mêmes conditions, sur ...

« II. – *(Sans modification)*

« III. – *(Sans modification)*

« IV. – *(Sans modification)*

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

obligations résultant pour lui de l'acceptation de la transaction.

« V. – Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. » ;

2° Le chapitre II du titre I^{er} du livre V de la troisième partie est complété par un article L. 3512-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 3512-5. – L'autorité administrative peut, tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement et après avoir recueilli l'accord du procureur de la République, transiger, selon les modalités définies à l'article L. 3355-9, sur la poursuite des délits prévus et réprimés par l'article L. 3512-2.

« Elle peut également transiger sur la poursuite des infractions commises en violation de la réglementation en vigueur et relatives au fait de fumer dans un lieu à usage collectif hors de l'emplacement prévu à cet effet, ainsi qu'au fait, pour le responsable des lieux où s'applique l'interdiction, de ne pas mettre en place la signalisation prévue ou de mettre à la disposition de fumeurs un emplacement non conforme. »

CHAPITRE IX

Aménagement des compétences juridictionnelles en matière militaire

Article 23

I. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Dans l'intitulé du titre XI du livre IV, les mots : « Des crimes et des délits en matière militaire » et dans l'intitulé du chapitre I^{er} de ce même titre, les mots : « des crimes et délits en matière militaire » sont remplacés par les mots : « des infractions en matière militaire » ;

2° Le même chapitre I^{er} est ainsi modifié :

Texte adopté par l'Assemblée nationale

« V. – *(Sans modification)*

2° ... du livre V est ...

« Art. L. 3512-5. – *(Alinéa sans modification)*

... transiger, dans les mêmes conditions, sur ...

CHAPITRE IX

Aménagement des compétences juridictionnelles en matière militaire

Article 23

I. – *(Alinéa sans modification)*

1° À l'intitulé ...
... et à l'intitulé ...
... mots : « crimes ...
... mots : « infractions ...

2° *(Alinéa sans modification)*

Texte adopté par la Commission

CHAPITRE IX
Aménagement des compétences juridictionnelles en matière militaire

Article 23

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

a) Le premier alinéa de l'article 697-1 est ainsi rédigé :

« Les juridictions mentionnées à l'article 697 connaissent des crimes et des délits commis sur le territoire de la République par les militaires dans l'exercice du service. » ;

b) La section 1 est complétée par deux articles 697-4 et 697-5 ainsi rédigés :

« Art. 697-4. — Les juridictions mentionnées à l'article 697 ayant leur siège à Paris sont également compétentes pour connaître des crimes et des délits commis hors du territoire de la République par les membres des forces armées françaises ou à l'encontre de celles-ci dans les cas prévus par les articles L. 121-1 à L. 121-8 du code de justice militaire. En outre, un ou plusieurs magistrats affectés aux formations du tribunal correctionnel de Paris spécialisées en matière militaire sont chargés par ordonnance du président du tribunal de grande instance du jugement des contraventions commises dans ces circonstances.

« Le président du tribunal de grande instance de Paris et le procureur de la République près ce tribunal désignent respectivement un ou plusieurs juges d'instruction et magistrats du parquet chargés spécialement de l'enquête, de la poursuite et de l'instruction des infractions mentionnées au premier alinéa.

« Art. 697-5. — Pour le jugement des délits et des contraventions mentionnées à l'article 697-4, une chambre détachée du tribunal de grande instance de Paris spécialisée en matière militaire peut être instituée à titre temporaire hors du territoire de la République par décret en Conseil d'État dans les conditions prévues par les traités et accords internationaux. » ;

c) Le premier alinéa de l'article 698 est ainsi rédigé :

« Les infractions relevant de la compétence des juridictions mentionnées aux articles 697 et 697-4 sont poursuivies, instruites et jugées selon les règles du présent code sous réserve des dispositions particulières des articles

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

a) *(Sans modification)*

b) ... par
des articles ...

« Art. 697-4. —

... prévus au chapitre I^{er} du
titre II du livre I^{er} du ...

(Alinéa sans modification)

« Art. 697-5. — *(Sans modification)*

c) *(Sans modification)*

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

698-1 à 698-9 et, s'agissant des infractions commises hors du territoire de la République, des dispositions particulières du code de justice militaire. » ;

d) (nouveau) À la première phrase du premier alinéa de l'article 698-6, la référence : « l'article 697 » est remplacée par les références : « les articles 697 et 697-4 » ;

e) (nouveau) L'article 706-16 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Elles sont également applicables à la poursuite, à l'instruction et au jugement des actes de terrorisme commis hors du territoire de la République par les membres des forces armées françaises ou à l'encontre de celles-ci dans les cas prévus par les articles L. 121-1 à L. 121-8 du code de justice militaire. »

II. – Le code de justice militaire est ainsi modifié :

1° Le 1° de l'article L. 1 est abrogé et les 2° et 3° du même article deviennent respectivement les 1° et 2° ;

2° L'article L. 2 est ainsi rédigé :

« Art. L. 2. – En temps de paix, les infractions commises par les membres des forces armées ou à l'encontre de celles-ci relèvent des juridictions de droit

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

c bis) (nouveau) L'article 698-5 est ainsi rédigé :

« Art. 698-5. – Les articles L. 123-1 à L. 123-5, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-22, L. 221-3, L. 261-6, L. 262-2, L. 264-3, L. 264-5, L. 265-1, L. 265-3, L. 266-2, L. 267-1, L. 267-2, L. 268-2 et le deuxième alinéa de l'article L. 311-2 du code de justice militaire sont applicables. Conformément à l'article L. 211-21 du même code, la personne mise en examen, le prévenu ou le condamné militaire doit être détenu dans des locaux séparés. » ;

d) (Sans modification)

d bis) (nouveau) À la première phrase du premier alinéa de l'article 698-9, la référence : « à l'article 697 » est remplacée par les références : « aux articles 697 et 697-5 » ;

e) (Alinéa sans modification)

... prévus au chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} du ...

II. – *(Alinéa sans modification)*

1° *(Sans modification)*

2° *(Alinéa sans modification)*

« Art. L. 2. – *(Alinéa sans modification)*

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

commun spécialisées en matière militaire dans les cas prévus à l'article L. 111-1. Hors ces cas, elles relèvent des juridictions de droit commun.

« Les infractions relevant de la compétence des juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire sont poursuivies, instruites et jugées selon les règles du code de procédure pénale, sous réserve des dispositions particulières des articles 698-1 à 698-9 de ce code et, lorsqu'elles sont commises hors du territoire de la République, des dispositions particulières du présent code. » ;

3° Les trois premiers alinéas de l'article L. 3 sont supprimés ;

4° Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre I^{er} est ainsi rédigé :

« Chapitre I^{er}

« Des juridictions compétentes en matière militaire en temps de paix

« Art. L. 111-1. – Les juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire mentionnées à l'article 697 du code de procédure pénale sont compétentes pour le jugement des crimes et des délits commis en temps de paix sur le territoire de la République par des militaires dans l'exercice du service.

« Conformément à l'article 697-4 du même code, les juridictions mentionnées au premier alinéa ayant leur siège à Paris sont également compétentes pour le jugement des crimes, délits et contraventions commis en temps de paix hors du territoire de la République par les membres des forces armées françaises ou à l'encontre de celles-ci, conformément aux articles L. 121-1 à L. 121-8 du présent code.

« Les règles relatives à l'institution, à l'organisation et au fonctionnement des juridictions mentionnées au présent article sont définies par le code de procédure pénale. » ;

... 698-9 du même code ...

3° *(Sans modification)*

4° *(Alinéa sans modification)*

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

« Art. L. 111-1. – *(Alinéa sans modification)*

... alinéa du présent article ayant ...

... conformément au chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} du ...

(Alinéa sans modification)

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

5° Les articles L. 111-10 à L. 111-17 deviennent respectivement les articles L. 112-22-1 à L. 112-22-8 et sont ainsi modifiés :

5° (*Sans modification*)

a) Le deuxième alinéa de l'article L. 112-22-2 est supprimé ;

b) Au premier alinéa de l'article L. 112-22-1, aux premier et second alinéas de l'article L. 112-22-3, au second alinéa de l'article L. 112-22-4, aux premier et dernier alinéas de l'article L. 112-22-6, à la seconde phrase du second alinéa de l'article L. 112-22-7 et à l'article L. 112-22-8, les mots : « tribunal aux armées » sont remplacés par les mots : « tribunal territorial des forces armées » ;

c) (*nouveau*) Aux premier et second alinéas de l'article L. 112-22-3, au second alinéa de l'article L. 112-22-4 et à la seconde phrase du second alinéa de l'article L. 112-22-7, les mots : « procureur de la République » sont remplacés par les mots : « commissaire du Gouvernement » ;

6° Les deux premiers alinéas de l'article L. 112-22 sont supprimés ;

6° (*Sans modification*)

7° À l'article L. 121-1, les mots : « le tribunal aux armées connaît » sont remplacés par les mots : « les juridictions de Paris spécialisées en matière militaire connaissent » ;

7° (*Sans modification*)

8° À la première phrase de l'article L. 121-6, les mots : « le tribunal aux armées est incompétent » sont remplacés par les mots : « les juridictions mentionnées à l'article L. 121-1 sont incompétentes » et à la seconde phrase du même article, les mots : « Ce même tribunal est compétent » sont remplacés par les mots : « Ces mêmes juridictions sont compétentes » ;

8° À l'article L. 121-6, au début de la première phrase, les mots : « Le tribunal ...
... mots : « Les juridictions ...
... et, au début de la seconde phrase, les ...

9° À l'article L. 123-1, les mots : « les juridictions des forces armées sont compétentes » sont remplacés par les mots : « la juridiction saisie est compétente » ;

9° (*Sans modification*)

10° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 123-4, les mots : « une juridiction des forces ar-

10°

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

mées » sont remplacés par les mots : « la juridiction de Paris spécialisée en matière militaire » ;

... militaire » et les mots : « deuxième, troisième et quatrième » sont remplacés par les mots : « quatre derniers » ;

11° Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article L. 211-1 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

11° (*Sans modification*)

« Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris reçoit les plaintes et les dénonciations. Il dirige l'activité des officiers de police judiciaire des forces armées conformément aux dispositions du code de procédure pénale. » ;

12° L'article L. 211-8 est ainsi rédigé :

12° (*Alinéa sans modification*)

« Art. L. 211-8. – Pour l'application des articles 63 à 65, 77 à 78 et 154 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris ou le juge d'instruction de ce tribunal spécialisé en matière militaire peuvent, le cas échéant, déléguer leurs pouvoirs respectivement au procureur de la République ou au juge d'instruction du tribunal de grande instance dans le ressort duquel la garde à vue est mise en œuvre. » ;

« Art. L. 211-8. –
... articles 63 à 64, 77 ...

13° À l'article L. 211-10, les mots : « à laquelle il est attaché » sont remplacés par les mots : « spécialisée en matière militaire » ;

13° (*Sans modification*)

14° À l'article L. 211-12, les mots : « devant les juridictions des forces armées » sont supprimés ;

14° (*Sans modification*)

15° Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre II est complété par une section 5 ainsi rédigée :

15° (*Alinéa sans modification*)

« Section 5

(*Alinéa sans modification*)

« De la défense

(*Alinéa sans modification*)

« Art. L. 211-25. – Les personnes mentionnées aux articles L. 121-1 à L. 121-8 peuvent faire assurer leur défense par un avocat ou, si l'éloignement y fait obstacle, par un militaire qu'elles

« Art. L. 211-25. – ...
mentionnées au chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} peuvent ...

Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte adopté par la Commission
choisissent sur une liste établie par le président du tribunal de grande instance de Paris. » ;	16° (<i>Sans modification</i>)	
16° Aux articles L. 121-7, L. 121-8, L. 211-11, L. 211-14 et L. 211-15, les mots : « du tribunal aux armées » sont remplacés par les mots : « des juridictions de Paris spécialisées en matière militaire » ;	17° (<i>Sans modification</i>)	
17° À l'article L. 211-17, le mot : « militaires » est supprimé ;	18°	
18° Aux sixième et huitième alinéas de l'article L. 211-3, au premier alinéa de l'article L. 211-4, aux articles L. 211-7 et L. 211-10 et au premier alinéa et à la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 211-24, les mots : « le tribunal aux armées » sont remplacés par les mots : « le tribunal de grande instance de Paris » ;	alinéa ... du second alinéa ...	
19° Les articles L. 221-1, L. 221-2, L. 221-4, L. 231-1 et L. 233-1 sont abrogés ;	19° ... L. 233-1 et les sections 1 et 2 des chapitre 1 ^{er} et III du titre III du livre II sont ...	
20° Au premier alinéa de l'article L. 241-1, les mots : « le tribunal aux armées » sont remplacés par les mots : « les juridictions de Paris spécialisées en matière militaire » ;	20° (<i>Sans modification</i>)	
21° Le premier alinéa de l'article L. 261-1 est supprimé ;	21° (<i>Sans modification</i>)	
22° À l'article L. 262-1, après les mots : « juridictions des forces armées », sont insérés les mots : « et des juridictions de Paris spécialisées en matière militaire » ;	22° ... après le mot : « armées » ...	
23° L'article L. 262-2 est ainsi modifié :	23° (<i>Sans modification</i>)	
a) Au premier alinéa, les mots : « tant par le tribunal aux armées que par les tribunaux de droit commun » sont supprimés ;		
b) Le second alinéa est supprimé ;		
24° Au premier alinéa de l'article L. 265-1, les mots : « la juridiction des forces armées » sont remplacés par les mots : « la juridiction saisie » ;	24° (<i>Sans modification</i>)	

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

25° Au début du second alinéa de l'article L. 265-3, les mots : « Les juridictions des forces armées appliquent » sont remplacés par les mots : « La juridiction saisie applique » ;

25° (*Sans modification*)

26° L'article L. 271-1 est ainsi rédigé :

26° (*Sans modification*)

« Art. L. 271-1. – En temps de guerre, seuls les premier et deuxième alinéas de l'article 11 du code de procédure pénale sont applicables. »

Article 24

Article 24

Article 24

I. – L'article L. 311-7 du code de justice militaire est ainsi rédigé :

I. – (*Alinéa sans modification*)

(*Sans modification*)

« Art. L. 311-7. – Toute condamnation à une peine d'interdiction des droits civiques ou d'interdiction d'exercer une fonction publique, prononcée par quelque juridiction que ce soit contre tout militaire, entraîne perte du grade.

« Art. L. 311-7. – (*Alinéa sans modification*)

« Lorsque ces mêmes militaires sont commissionnés, elle entraîne la révocation. »

« Lorsque ce même militaire est commissionné, elle ... »

II. – Les articles L. 311-8 et L. 311-11 du même code sont abrogés.

II. – (*Non modifié*)

Article 24 bis (*nouveau*)

Article 24 bis

Article 24 bis

Le code de justice militaire est ainsi modifié :

(*Alinéa sans modification*)

(*Sans modification*)

1° Les cinq premiers alinéas de l'article L. 321-2 sont remplacés par huit alinéas ainsi rédigés :

1° (*Alinéa sans modification*)

« Est déclaré déserteur à l'intérieur, en temps de paix, tout militaire dont la formation de rattachement est située sur le territoire de la République et qui :

(*Alinéa sans modification*)

« 1° S'évade, s'absente sans autorisation, refuse de rejoindre sa formation de rattachement ou ne s'y présente pas à l'issue d'une mission, d'une permission ou d'un congé ;

« 1° (*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

« 2° Mis en route pour rejoindre une formation de rattachement située hors du territoire national, ne s'y présente pas ;

« 3° Se trouve absent sans autorisation au moment du départ pour une destination hors du territoire du bâtiment ou de l'aéronef auquel il appartient ou à bord duquel il est embarqué.

« Constitue une formation de rattachement : un corps, un détachement, une base, une formation, un bâtiment ou aéronef militaire, un établissement civil ou militaire de santé, un établissement pénitentiaire.

« Est compétente pour connaître des faits de désertion à l'intérieur la juridiction dans le ressort de laquelle est située la formation de rattachement de départ.

« Dans les cas prévus au 1°, le militaire est déclaré déserteur à l'expiration d'un délai de six jours à compter du lendemain du jour où l'absence sans autorisation est constatée ou du lendemain du terme prévu de la mission, de la permission ou du congé.

« Aucun délai de grâce ne bénéficie au militaire se trouvant dans les circonstances des 2° et 3°. » ;

2° L'article L. 321-3 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le fait pour tout militaire de désertier à l'intérieur, en temps de paix, est puni de trois ans d'emprisonnement.

« Le fait de désertier à l'intérieur et de franchir les limites du territoire de la République ou de rester hors de ces limites est puni de cinq ans d'emprisonnement. » ;

b) Au dernier alinéa, le mot : « destitution » est remplacé par les mots : « perte du grade » ;

« 2° ...
une autre formation ...

« 3° ... territoire national
du ...

« Constituent une ... santé en cas
d'hospitalisation, un établissement pénitentiaire en cas de détention.

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

2° *(Sans modification)*

Texte adopté par le Sénat

3° À la seconde phrase du 1° de l'article L. 321-4, le mot : « destitution » est remplacé par les mots : « perte du grade » ;

4° Les articles L. 321-5 à L. 321-7 sont ainsi rédigés :

« Art. L. 321-5. – Est déclaré déserteur à l'étranger, en temps de paix, tout militaire qui, affecté dans une formation de rattachement située hors du territoire de la République :

« 1° S'évade, s'absente sans autorisation, refuse de rejoindre sa formation de rattachement ou ne s'y présente pas à l'issue d'une mission, d'une permission ou d'un congé ;

« 2° Mis en route pour rejoindre une autre formation de rattachement située sur tout territoire, y compris le territoire national, ne s'y présente pas ;

« 3° Se trouve absent sans autorisation au moment du départ du bâtiment ou de l'aéronef auquel il appartient ou à bord duquel il est embarqué.

« Constitue une formation de rattachement : un corps, un détachement, une base, une formation, un bâtiment ou aéronef militaire, un établissement civil ou militaire de santé en cas d'hospitalisation, un établissement pénitentiaire en cas de détention.

« Est compétente pour connaître des faits de désertion à l'étranger la juridiction prévue à l'article 697-4 du code de procédure pénale.

« Dans les cas prévus au 1°, le militaire est déclaré déserteur à l'expiration d'un délai de trois jours à compter du lendemain du jour où l'absence sans autorisation est constatée ou du lendemain du terme prévu de la mission, de la permission ou du congé. Ce délai est réduit à un jour en temps de guerre.

« Aucun délai de grâce ne bénéficie au militaire se trouvant dans les circonstances des 2° et 3°.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

3° *(Sans modification)*

4° *(Alinéa sans modification)*

« Art. L. 321-5. – *(Alinéa sans modification)*

« 1° *(Sans modification)*

« 2° *(Sans modification)*

« 3° *(Sans modification)*

« Constituent une ...

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

« Art. L. 321-6. – Le fait pour tout militaire de désertier à l'étranger en temps de paix est puni de cinq ans d'emprisonnement. S'il est officier, il encourt une peine de dix ans d'emprisonnement.

« Toutefois, lorsque le militaire déserte à l'étranger et se maintient ou revient sur le territoire de la République, la peine d'emprisonnement encourue est réduite à trois ans.

« Art. L. 321-7. – La peine d'emprisonnement encourue peut être portée à dix ans contre tout militaire qui a déserté à l'étranger :

« 1° En emportant une arme ou du matériel de l'État ;

« 2° En étant de service ;

« 3° Avec complot.

« Est réputée désertion avec complot toute désertion à l'étranger effectuée de concert par plus de deux individus. » ;

5° Les articles L. 321-8 à L. 321-10 sont abrogés.

CHAPITRE IX BIS

Dispositions relatives aux experts judiciaires

(Division et intitulé nouveaux)

Texte adopté par l'Assemblée nationale

« Art. L. 321-6. – *(Sans modification)*

« Art. L. 321-7. – *(Sans modification)*

5° *(Sans modification)*

CHAPITRE IX BIS

Dispositions relatives aux experts judiciaires

CHAPITRE IX TER

Dispositions relatives aux juridictions financières

(Division et intitulé nouveaux)

Articles 24 *quater* et 24 *quinquies* *(nouveaux)*

Supprimés

Texte adopté par la Commission

CHAPITRE IX BIS

Dispositions relatives aux experts judiciaires

CHAPITRE IX TER

Dispositions relatives aux juridictions financières

Articles 24 *quater* et 24 *quinquies*

Suppression maintenue

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

Article 24 *sexies* A (*nouveau*)

Article 24 *sexies* A

I. – L'article L. 112-8 du code des juridictions financières est complété par un alinéa ainsi rédigé :

(*Sans modification*)

« Les membres de la Cour des comptes sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs attributions, aux normes professionnelles fixées par le premier président, après avis du conseil supérieur de la Cour des comptes. »

II. – L'article L. 212-16 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les membres des chambres régionales des comptes sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs attributions, aux normes professionnelles fixées par le premier président de la Cour des comptes, après avis du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes. »

Articles 24 *sexies* à
24 *nonies* (*nouveaux*)

Articles 24 *sexies* à
24 *nonies*

Supprimés

Suppression maintenue

Article 24 *decies* (*nouveau*)

Article 24 *decies*

I. – L'article L. 211-2 du même code est ainsi rédigé :

(*Sans modification*)

« *Art. L. 211-2.* – Font l'objet d'un apurement administratif par les autorités compétentes de l'État désignées par arrêté du ministre chargé du budget :

« – les comptes des communes dont la population n'excède pas 3 500 habitants pour l'exercice 2012 et 5 000 habitants pour les exercices ultérieurs ou dont le montant des recettes ordinaires figurant au dernier compte administratif est inférieur à un million d'euros pour l'exercice 2012 et à trois millions d'euros pour les exercices ultérieurs, ainsi que ceux de leurs établissements publics ;

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

« – les comptes des établissements publics de coopération intercommunale dont la population n'excède pas 5 000 habitants pour l'exercice 2012 et 10 000 habitants pour les exercices ultérieurs et dont le montant des recettes ordinaires figurant au dernier compte administratif est inférieur à deux millions d'euros pour l'exercice 2012 et cinq millions d'euros, pour les exercices ultérieurs ;

« – les comptes des associations syndicales autorisées et des associations de remembrement ;

« – les comptes des établissements publics locaux d'enseignement, à compter de l'exercice 2013, dont le montant des ressources de fonctionnement figurant au dernier compte financier est inférieur à trois millions d'euros.

« Le montant des recettes ordinaires pris en compte pour l'application du présent article est réévalué tous les cinq ans, à compter de 2013, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac. »

II. – À la première phrase de l'article L. 231-7 du même code, les mots : « le comptable supérieur du Trésor » sont remplacés par les mots : « l'autorité compétente de l'État désignée par arrêté du ministre chargé du budget ».

III. – À l'article L. 231-8 du même code, les mots : « comptables supérieurs du Trésor » sont remplacés par les mots : « autorités compétentes de l'État désignées par arrêté du ministre chargé du budget ».

IV. – Au début du premier alinéa de l'article L. 231-9 du même code, les mots : « le comptable supérieur du Trésor » sont remplacés par les mots : « l'autorité compétente de l'État désignée par arrêté du ministre chargé du budget ».

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

Article 24 *undecies* (nouveau)

Les trois dernières phrases du second alinéa de l'article L. 111-9-1 du même code sont remplacées par deux phrases ainsi rédigées :

« Elle statue sur les orientations de ces travaux, les conduit et délibère sur leurs résultats. Elle en adopte la synthèse ainsi que les suites à lui donner. »

Article 24 *duodecies* (nouveau)

L'intitulé du chapitre II du titre III du livre I^{er} du même code est complété par les mots : « et avec le Gouvernement ».

Article 24 *terdecies* (nouveau)

I. – À la fin de l'article L. 132-4 du même code, les mots : « , ainsi que des organismes et entreprises qu'elle contrôle en vertu des articles L. 133-1 et L. 133-2 » sont remplacés par les mots : « ou à celui des chambres régionales ou territoriales des comptes ».

II. – Après l'article L. 132-5 du même code, il est inséré un article L. 132-5-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 132-5-1.* – Le Premier ministre peut demander à la Cour des comptes la réalisation de toute enquête relative à l'exécution des lois de finances, à l'application des lois de financement de la sécurité sociale, ainsi que de toute enquête sur la gestion des services ou organismes soumis à son contrôle ou à celui des chambres régionales ou territoriales des comptes. »

Article 24 *quaterdecies* (nouveau)

Le chapitre I^{er} du titre IV du livre I^{er} du même code est ainsi modifié :

1° L'intitulé est ainsi rédigé : « Règles générales de procédure » ;

Article 24 *undecies*

(*Sans modification*)

Article 24 *duodecies*

(*Sans modification*)

Article 24 *terdecies*

(*Sans modification*)

Article 24 *quaterdecies*

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

2° Avant l'article L. 141-1, il est inséré un article L. 141-1 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 141-1 A.* – Sous réserve des dispositions du présent code, les arrêts, avis, observations et opinions de la Cour des comptes sont délibérés et adoptés collégalement, après une procédure contradictoire. » ;

3° À la première phrase du second alinéa de l'article L. 141-1, les mots : « magistrats, conseillers maîtres en service extraordinaire et rapporteurs de la Cour des comptes » sont remplacés par les mots : « membres et personnels de la Cour des comptes mentionnés aux sections 1 à 4 du chapitre II du titre I^{er} du présent livre » ;

4° Après l'article L. 141-3, il est inséré un article L. 141-3-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 141-3-1.* – Les membres et personnels de la Cour des comptes mentionnés aux sections 1 à 4 du chapitre II du titre I^{er} du présent livre peuvent demander aux autorités administratives indépendantes et aux autorités de contrôle et de régulation tous renseignements utiles aux enquêtes qu'ils effectuent dans le cadre de leurs attributions, sans qu'un secret protégé par la loi puisse leur être opposé. » ;

5° L'article L. 141-4 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 141-4.* – La Cour des comptes peut recourir, pour des enquêtes de caractère technique, à l'assistance d'experts désignés par son premier président. S'il s'agit d'agents publics, elle informe leur chef de service. Les experts ne peuvent être désignés pour une mission relative à une affaire dont ils ont eu à connaître, même indirectement, au titre de l'exercice de leurs fonctions. Les experts remplissent leur mission en liaison avec l'un des membres et personnels de la Cour des comptes mentionnés aux sections 1 à 4 du chapitre II du titre I^{er} du présent livre, dans des conditions précisées par voie réglementaire.

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

« Les experts sont tenus à l'obligation du secret professionnel. » ;

6° L'article L. 141-5 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 141-5.* – Les agents des services financiers ainsi que les commissaires aux comptes des organismes contrôlés sont déliés du secret professionnel à l'égard des membres et personnels de la Cour des comptes mentionnés aux sections 1 à 4 du chapitre II du titre I^{er} du présent livre, à l'occasion des enquêtes que ceux-ci effectuent dans le cadre de leurs attributions.

« Pour les besoins des mêmes enquêtes, les membres et personnels de la Cour des comptes mentionnés aux mêmes sections 1 à 4 peuvent exercer directement le droit de communication que les agents des services financiers tiennent de la loi. » ;

7° L'article L. 141-6 est ainsi modifié :

a) À la première phrase du premier alinéa, les mots : « magistrats, conseillers maîtres en service extraordinaire et rapporteurs de celle-ci » sont remplacés par les mots : « membres et personnels de la Cour des comptes mentionnés aux sections 1 à 4 du chapitre II du titre I^{er} du présent livre » ;

b) Au début du deuxième alinéa, les mots : « Un avis d'enquête doit être établi » sont remplacés par les mots : « Une notification du début de la vérification doit être établie » ;

c) À la fin du dernier alinéa, les mots : « à l'intéressé » sont remplacés par les mots : « au délégant et au délégataire » ;

8° À l'article L. 141-8, les mots : « conseillers maîtres en service extraordinaire et les rapporteurs » sont remplacés par les mots : « membres et personnels de la Cour des comptes mentionnés aux sections 1 à 4 du chapitre II du titre I^{er} du présent livre » ;

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

9° Le second alinéa de l'article L. 141-10 est supprimé ;

10° Au début du second alinéa des articles L. 262-45 et L. 272-43 et au début du premier alinéa de l'article L. 272-41-1, les mots : « L'avis d'enquête mentionné à l'article L. 141-6 est établi » sont remplacés par les mots : « La notification mentionnée à l'article L. 141-6 est établie ».

Article 24 *quindecies* (nouveau)

Supprimé

Article 24 *sexdecies* (nouveau)

I. – Le même code est ainsi modifié :

1° Le titre IV du livre I^{er} est complété par un chapitre III intitulé : « Dispositions relatives aux procédures applicables en matière non juridictionnelle » et comprenant sept sections.

La section 1 est intitulée : « Communication des observations » et comprend les articles L. 143-1 à L. 143-5.

La section 2 est intitulée : « Rapports publics de la Cour des comptes » et comprend les articles L. 143-6 à L. 143-10.

La section 3 est intitulée : « Dispositions relatives aux procédures spécifiques au contrôle des établissements publics et des organismes bénéficiant de concours financiers publics » et comprend l'article L. 143-11.

La section 4 est intitulée : « Dispositions relatives aux procédures spécifiques au contrôle de la sécurité sociale » et ne comprend pas de disposition législative.

La section 5 est intitulée : « Dispositions relatives aux procédures spécifiques à l'assurance de la qualité des comptes des administrations publiques » et ne comprend pas de disposition législative.

Article 24 *quindecies*

Suppression maintenue

Article 24 *sexdecies*

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

La section 6 est intitulée : « Dispositions relatives aux procédures spécifiques à la contribution à l'évaluation des politiques publiques » et ne comprend pas de disposition législative.

La section 7 est intitulée : « Dispositions relatives aux procédures spécifiques à l'assistance au Gouvernement » et comprend l'article L. 143-14 ;

2° L'article L. 143-1 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 143-1.* – Les observations et recommandations d'amélioration ou de réforme portant sur la gestion des services, organismes et entreprises mentionnés aux articles L. 111-3 à L. 111-7 font l'objet de communications de la Cour des comptes aux ministres, organismes et entreprises ainsi qu'aux autorités administratives compétentes dans des conditions fixées par voie réglementaire.

« Sous réserve du respect des secrets protégés par la loi, la Cour des comptes peut rendre publiques ces observations et recommandations, selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'État. » ;

3° L'article L. 135-2 devient l'article L. 143-2, qui est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Le rapport public annuel mentionné au deuxième alinéa comporte une présentation des suites données aux observations définitives des juridictions financières, établie sur la base de compte rendu que les destinataires de ces observations ont l'obligation de fournir à la Cour des comptes.

« Un député ou un sénateur peut saisir le premier président d'une demande d'analyse des suites données à une recommandation figurant dans un rapport public paru depuis plus d'un an, dans la limite de deux demandes par an. Chaque observation ne peut faire l'objet que d'une seule demande.

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

« Les conditions d'application des troisième et quatrième alinéas sont fixées par un décret en Conseil d'État. » ;

4° L'article L. 135-3 devient l'article L. 143-3 et, à la deuxième phrase du premier alinéa de ce même article, les mots : « ainsi que sur la régularité et la sincérité des comptes » sont supprimés ;

5° L'article L. 136-6 est abrogé ;

6° L'article L. 135-4 devient l'article L. 143-4 ;

7° L'article L. 135-5 devient l'article L. 143-5 et, à la première phrase de ce même article, les références : « L. 135-2 et L. 135-3 » sont remplacées, respectivement, par les références : « L. 143-2 et L. 143-3 » ;

8° Les articles L. 136-1 à L. 136-5 deviennent, respectivement, les articles L. 143-6 à L. 143-10 ;

9° L'article L. 143-11 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 143-11.* – Lorsque la Cour des comptes exerce la compétence définie au chapitre III du titre III du livre I^{er}, elle met en œuvre les procédures instituées par les articles L. 141-1 A à L. 141-10 et L. 143-2 à L. 143-4. » ;

10° À l'article L. 111-8-2, la référence : « L. 135-3 » est remplacée par la référence : « L. 143-3 » ;

11° À l'article L. 314-19, la référence : « L. 135-5 » est remplacée par la référence : « L. 143-5 » ;

12° L'article L. 251-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les références : « L. 136-2 à L. 136-4 » sont remplacées par les références : « L. 143-7 à L. 143-9 » ;

b) Au 2°, la référence : « L. 136-2 » est remplacée par la référence : « L. 143-7 » ;

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

13° L'article L. 135-1 est abrogé.

II. – Au premier alinéa du II de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, la référence : « L. 135-5 » est remplacée par la référence : « L. 143-5 ».

Article 24 *septdecies* (nouveau)

L'article L. 143-14 du code des juridictions financières est ainsi rédigé :

« *Art. L. 143-14.* – Les conclusions des enquêtes que la Cour des comptes effectue en application de l'article L. 132-5-1 sont communiquées au Premier ministre dans un délai fixé après consultation du premier président de la Cour des comptes.

« Le Premier ministre peut décider de leur publication. »

Article 24 *octodecies* (nouveau)

Supprimé

Article 24 *novodecies* (nouveau)

I. – L'article L. 212-1 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. L. 212-1.* – Le siège et le ressort des chambres régionales des comptes sont fixés par décret en Conseil d'État. Leur nombre ne peut excéder vingt.

« Lorsque le ressort d'une chambre régionale des comptes est modifié, les procédures en cours devant cette chambre et qui relèvent du ressort concerné par la modification sont réglées selon les modalités définies aux trois derniers alinéas du présent article.

« Les procédures juridictionnelles engagées devant la chambre régionale des comptes et qui n'ont pas été inscrites au rôle de cette chambre sont transmises à la Cour des comptes, qui peut déléguer l'affaire à la chambre régionale de son choix.

Article 24 *septdecies*

(*Sans modification*)

Article 24 *octodecies*

Suppression maintenue

Article 24 *novodecies*

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

« Les procédures administratives engagées devant la chambre régionale des comptes et sur lesquelles une délibération n'est pas encore intervenue sont, à cette date, transmises à la Cour des comptes, qui peut déléguer l'affaire à la chambre régionale de son choix.

« Il est délibéré sur les affaires qui ne sont pas transmises à la Cour des comptes en application des troisième et avant-dernier alinéas selon les dispositions du code des juridictions financières applicables aux chambres régionales des comptes avant la date d'entrée en vigueur de la loi n° du relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles. »

II. – Le chapitre préliminaire du titre I^{er} de la première partie du livre II est abrogé.

Article 24 *vicies (nouveau)*

Supprimé

CHAPITRE IX *QUATER*
Dispositions relatives aux juridictions administratives
(Division et intitulé nouveaux)

Article 24 *unvicies (nouveau)*

Au second alinéa de l'article L. 122-1 du code de justice administrative, après le mot : « contentieux », sont insérés les mots : « , les présidents adjoints de la section du contentieux ».

Article 24 *duovicies (nouveau)*

I. – L'article L. 211-1 du même code est ainsi rédigé :

« *Art. L. 211-1.* – Les tribunaux administratifs sont, en premier ressort et sous réserve des compétences attribuées aux autres juridictions administratives, juges de droit commun du contentieux administratif. »

Article 24 *vicies*

Suppression maintenue

CHAPITRE IX *QUATER*
Dispositions relatives aux juridictions administratives

Article 24 *unvicies*

(Sans modification)

Article 24 *duovicies*

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

II. – À la fin de l'article L. 311-1 du même code, les mots : « au Conseil d'État » sont remplacés par les mots : « à une autre juridiction administrative ».

Article 24 *tervicies* (nouveau)

Article 24 *tervicies*

L'article L. 211-4 du même code est ainsi rédigé :

(Sans modification)

« Art. L. 211-4. – Dans les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel, les chefs de juridiction peuvent, si les parties en sont d'accord, organiser une mission de conciliation et désigner à cet effet la ou les personnes qui en seront chargées. »

Article 24 *quatervicies* (nouveau)

Article 24 *quatervicies*

À la fin de l'article L. 221-2 du même code, les mots : « , à défaut d'un membre appartenant à un autre tribunal administratif, d'un avocat inscrit au barreau du siège en suivant l'ordre du tableau » sont remplacés par les mots : « d'un magistrat appartenant à un autre tribunal administratif ».

(Sans modification)

Article 24 *quinvicies* (nouveau)

Article 24 *quinvicies*

I. – Le cinquième alinéa de l'article L. 552-1 du même code est ainsi modifié :

(Sans modification)

1° À la première phrase, les mots : « ou l'expiration du délai laissé à ce dernier pour statuer » sont supprimés et les mots : « le tribunal administratif » sont remplacés par les mots : « le président de la cour administrative d'appel ou le magistrat qu'il désigne à cet effet » ;

2° À la fin de la seconde phrase, les mots : « ; à défaut de décision dans ce délai, la décision intervenue au premier degré est réputée confirmée » sont supprimés.

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

II. – Le quatrième alinéa de l'article L. 279 du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° À la première phrase, les mots : « ou l'expiration du délai laissé à ce dernier pour statuer » sont supprimés et les mots : « le tribunal administratif » sont remplacés par les mots : « le président de la cour administrative d'appel ou le magistrat qu'il désigne à cet effet » ;

2° À la fin de la seconde phrase, les mots : « ; à défaut de décision dans ce délai, la décision intervenue au premier degré est réputée confirmée » sont supprimés.

III. – À la fin de l'article L. 552-3 du code de justice administrative, les références : « aux articles L. 201 A et L. 201 B du même livre » sont remplacées par la référence : « à ces articles ».

IV. – Les I et II s'appliquent aux requêtes en référé enregistrées postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 24 *sexvicies* (nouveau)

Article 24 *sexvicies*

Le titre VII du livre VII du code de justice administrative est complété par un chapitre IX ainsi rédigé :

(*Sans modification*)

« Chapitre IX

« Le contentieux du stationnement des résidences mobiles des gens du voyage

« *Art. L. 779-I.* – Les requêtes dirigées contre les décisions de mise en demeure de quitter les lieux mentionnées au II *bis* de l'article 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage sont présentées, instruites et jugées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

« Sauf renvoi à une formation collégiale, l'audience se déroule sans conclusions du rapporteur public. »

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

CHAPITRE X
Dispositions diverses

CHAPITRE X
Dispositions diverses

CHAPITRE X
Dispositions diverses

Article 24 *septvicies* (nouveau)

Article 24 *septvicies*

I. – Les articles 62 à 65 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France sont abrogés.

(Sans modification)

II. – L'article L. 211-3 du code de justice administrative est abrogé.

Article 25 A (nouveau)

Article 25 A

Les IV à VI de l'article 1^{er} de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques sont abrogés.

(Sans modification)

Article 25 bis A (nouveau)

Article 25 bis A

Après l'article L. 233-17 du code de commerce, il est inséré un article L. 233-17-1 ainsi rédigé :

(Sans modification)

« Art. L. 233-17-1. – Sous réserve d'en justifier dans l'annexe prévue à l'article L. 123-12, les sociétés mentionnées au I de l'article L. 233-16 sont exemptées de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe lorsque toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive ou conjointe ou dans lesquelles elles exercent une influence notable, au sens du même article L. 233-16, présentent, tant individuellement que collectivement, un intérêt négligeable par rapport à l'objectif défini à l'article L. 233-21. »

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

Article 25 bis B (*nouveau*)

Article 25 bis B

Après l'article L. 670-1 du code de commerce, il est inséré un article L. 670-1-1 ainsi rédigé :

(*Sans modification*)

« *Art. L. 670-1-1.* – Le présent titre est également applicable aux personnes physiques domiciliées dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ayant déposé une déclaration de constitution de patrimoine affecté conformément à l'article L. 526-7 et dont l'activité agricole, commerciale, artisanale ou indépendante est exclusivement exercée avec affectation de patrimoine.

« Sauf dispositions contraires, les références faites à la personne, au débiteur, au contrat et au cocontractant s'entendent, respectivement :

« – de la personne en tant que titulaire d'un patrimoine non affecté ;

« – du débiteur en tant que titulaire d'un patrimoine non affecté ;

« – du contrat passé par le débiteur ainsi défini ;

« – du cocontractant ayant conclu avec lui un tel contrat.

« Les dispositions qui intéressent les biens, droits ou obligations des personnes mentionnées à l'alinéa premier doivent, sauf dispositions contraires, être comprises comme visant les éléments du seul patrimoine non affecté. Les dispositions qui intéressent les droits ou obligations des créanciers de ces personnes s'appliquent, sauf dispositions contraires, dans les limites du seul patrimoine non affecté. »

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

Article 25 *ter* A (nouveau)

Article 25 *ter* A

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

(Sans modification)

1° Le VI de l'article 28-1 est ainsi rédigé :

« VI. – Lorsque, sur réquisition du procureur de la République ou sur commission rogatoire d'un juge d'instruction, les agents des douanes mentionnés aux I et II procèdent à des enquêtes judiciaires, ils disposent des mêmes prérogatives et obligations que celles attribuées aux officiers de police judiciaire. » ;

2° Le IV de l'article 28-2 est ainsi rédigé :

« IV. – Lorsque, sur réquisition du procureur de la République ou sur commission rogatoire d'un juge d'instruction, les agents des services fiscaux habilités dans les conditions prévues au II procèdent à des enquêtes judiciaires, ils disposent des mêmes prérogatives et obligations que celles attribuées aux officiers de police judiciaire. »

Article 25 *quater* A (nouveau)

Article 25 *quater* A

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

(Sans modification)

1° L'article 85 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la plainte avec constitution de partie civile est formée par une personne morale à but lucratif, elle n'est recevable qu'à condition que la personne morale justifie de ses ressources en joignant son bilan et son compte de résultat. » ;

2° L'article 392-1 est ainsi modifié :

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

a) (*nouveau*) À la seconde phrase du premier alinéa, le mot : « second » est remplacé par le mot : « troisième » ;

b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la partie civile est une personne morale à but lucratif, elle doit, sous peine de non-recevabilité de la citation directe, produire au tribunal son bilan et son compte de résultat afin de permettre la détermination du montant de la consignation. »

Article 25 *quater* B (*nouveau*)

À la première phrase du deuxième alinéa de l'article 133 du même code, après le mot : « mandat », sont insérés les mots : « et qu'il n'est pas possible de la conduire dans un délai de vingt-quatre heures devant ce magistrat ».

Article 25 *quater* C (*nouveau*)

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 142-6 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le juge statue après avoir fait vérifier la faisabilité technique de la mesure. » ;

2° À la première phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article 145, après le mot : « judiciaire », sont insérés les mots : « ou sous assignation à résidence avec surveillance électronique » ;

3° À la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 706-53-19, après les mots : « du code de la santé publique et », sont insérés les mots : « , après vérification de la faisabilité technique de la mesure, » ;

3° *bis* (*nouveau*) Le début du 2° de l'article 723-30 est ainsi rédigé :

Article 25 *quater* B

(*Sans modification*)

Article 25 *quater* C

(*Sans modification*)

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

« 2° Après vérification de la faisabilité technique de la mesure, obligation... (*le reste sans changement*). » ;

4° À la première phrase du quatrième alinéa de l'article 763-3, après la référence : « 763-10 » et, à la première phrase du troisième alinéa de l'article 763-10, après le mot : « examen », sont insérés les mots : « et après avoir fait vérifier la faisabilité technique de la mesure ».

Article 25 *quater* D (*nouveau*)

Article 25 *quater* D

I. – Après le deuxième alinéa de l'article 194 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

(*Sans modification*)

« Il en est de même en cas d'appel en matière de contrôle judiciaire ou d'assignation à résidence avec surveillance électronique ; à défaut, en cas d'appel d'une ordonnance de placement sous contrôle judiciaire ou sous assignation à résidence avec surveillance électronique ou de refus de mainlevée d'une de ces deux mesures, la mainlevée de celle-ci est acquise de plein droit, sauf si des vérifications concernant la demande de la personne ont été ordonnées ou si des circonstances imprévisibles et insurmontables mettent obstacle au jugement de l'affaire dans le délai prévu au présent article. »

II (*nouveau*). – Au dernier alinéa de l'article 199 du même code, le mot : « troisième » est remplacé par le mot : « dernier ».

Article 25 *quater* E (*nouveau*)

Article 25 *quater* E

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

(*Sans modification*)

1° Après l'article 234, il est inséré un article 234-1 ainsi rédigé :

« *Art. 234-1.* – Lorsque le chef lieu du département où se tiennent les assises n'est pas le siège d'un tribunal de grande instance, le tribunal de grande instance mentionné aux articles 242, 249, 251, 261-1, 262, 263, 265, 266, 270, 271 et 289 est celui dans le ressort duquel se tiennent les assises. » ;

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

—

—

—

2° À la première phrase de l'article 884, après le mot : « Mamoud-zou », sont insérés les mots : « ou sur une demande concernant une procédure suivie devant ce tribunal ».

Article 25 *quater* F (nouveau)

Article 25 *quater* F

Le deuxième alinéa de l'article 417 du même code est ainsi rédigé :

(Sans modification)

« Si le prévenu n'a pas fait choix d'un défenseur avant l'audience, le président l'informe, s'il n'a pas reçu cette information avant l'audience, qu'il peut, à sa demande, bénéficier d'un avocat commis d'office. Si le prévenu formule cette demande, le président commet un défenseur d'office. »

Article 25 *quater* (nouveau)

Article 25 *quater*

Article 25 *quater*

À la première phrase du premier alinéa de l'article 475-1 du code de procédure pénale, après les mots : « l'auteur de l'infraction », sont insérés les mots : « ou la personne condamnée civilement en application de l'article 470-1 ».

I. – (Non modifié)

(Sans modification)

II (nouveau). – L'article 618-1 du même code est ainsi rédigé :

« Art. 618-1. – Lorsqu'une demande en cassation formée par la personne poursuivie ou par la partie civile a été rejetée, la cour peut condamner le demandeur à payer à l'autre partie la somme qu'elle détermine, au titre des frais non payés par l'État et exposés par celle-ci. La cour tient compte de l'équité ou de la situation économique du demandeur pour décider du prononcé de cette condamnation et en fixer le montant. »

III (nouveau). – Après le deuxième alinéa de l'article 800-2 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions sont également applicables devant la Cour de cassation en cas de rejet d'un pourvoi por-

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

tant sur une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement. »

Article 25 *quinquies* (nouveau)

Article 25 *quinquies*

Après le deuxième alinéa de l'article 665 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

(Sans modification)

« La requête doit être signifiée à toutes les parties intéressées, qui ont un délai de huit jours pour déposer un mémoire au greffe de la Cour de cassation. »

Article 25 *sexies* (nouveau)

Article 25 *sexies*

Le code de la santé publique est ainsi modifié :

(Sans modification)

1° Les articles L. 3413-1 à L. 3413-3 sont ainsi rédigés :

« *Art. L. 3413-1.* – Chaque fois que l'autorité judiciaire enjoint à une personne ayant fait un usage illicite de stupéfiants ou une consommation habituelle et excessive d'alcool de se soumettre à une mesure d'injonction thérapeutique qui consiste en une mesure de soins ou de surveillance médicale, elle en informe le directeur général de l'agence régionale de santé.

« Celui-ci fait procéder dans les meilleurs délais à l'examen médical de l'intéressé par un médecin désigné en qualité de médecin relais ou, le cas échéant, à une évaluation socio-psychologique par un psychologue habilité ou tout professionnel de santé également habilité par le directeur général de l'agence régionale de santé. Cette habilitation doit notamment résulter de la justification d'une formation ou d'une expérience professionnelle dans le domaine de la prise en charge des addictions. Le directeur général de l'agence régionale de santé fait également procéder, s'il y a lieu, à une enquête sur la vie familiale, professionnelle et sociale de l'intéressé, le cas échéant à la demande du professionnel de santé désigné. S'il n'est pas donné suite à cette demande, le professionnel de santé désigné peut en aviser l'autorité judiciaire afin qu'elle se

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

prononce sur l'opportunité de cette enquête.

« À l'issue de cette phase d'évaluation, le professionnel de santé désigné fait connaître sans délai à l'autorité judiciaire son avis motivé sur l'opportunité de la mesure d'injonction thérapeutique.

« *Art. L. 3413-2.* – Si l'examen médical ou l'évaluation prévu à l'article L. 3413-1 confirme l'opportunité d'une mesure d'injonction thérapeutique, le professionnel de santé désigné invite l'intéressé à se présenter auprès d'un centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie ou d'un médecin de son choix ou, à défaut, désigné d'office, pour suivre un traitement médical ou faire l'objet d'une prise en charge socio-psychologique adaptée.

« *Art. L. 3413-3.* – Le médecin relais, le psychologue habilité ou le professionnel de santé habilité est chargé de la mise en œuvre de la mesure d'injonction thérapeutique, d'en proposer les modalités et d'en contrôler le suivi.

« Il informe l'autorité judiciaire de l'évolution de la situation de dépendance de l'intéressé.

« En cas d'interruption du suivi à l'initiative de l'intéressé ou de tout autre incident survenant au cours de la mesure, le professionnel de santé désigné en informe sans délai l'autorité judiciaire. » ;

2° L'article L. 3423-1 est ainsi rédigé :

« *Art. L. 3423-1.* – Le procureur de la République peut enjoindre à la personne ayant fait un usage illicite de stupéfiants ou une consommation habituelle et excessive d'alcool de se soumettre à une mesure d'injonction thérapeutique prenant la forme d'une mesure de soins ou de surveillance médicale dans des conditions prévues aux articles L. 3413-1 à L. 3413-4.

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte adopté par la Commission

« La durée de la mesure est de six mois, renouvelable trois fois selon les mêmes modalités.

« L'action publique n'est pas exercée à l'encontre des personnes qui se soumettent à la mesure d'injonction thérapeutique qui leur est ordonnée et la suivent jusqu'à son terme.

« De même, l'action publique n'est pas exercée à l'égard des personnes ayant fait un usage illicite de stupéfiants lorsqu'il est établi qu'elles se sont soumises, depuis les faits qui leur sont reprochés, à une mesure de soins ou à une surveillance médicale adaptées dans les conditions prévues aux chapitres II et IV du titre I^{er} du présent livre. »

Article 25 septies (nouveau)

L'article L. 6132-3 du code des transports est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « un » ;

2° Au deuxième alinéa, la référence : « 87 » est remplacée par la référence : « 88 ».

Article 25 octies (nouveau)

Le dernier alinéa de l'article 14-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le juge qui constate la résiliation du bail autorise, si nécessaire, la vente aux enchères des biens laissés sur place et peut déclarer abandonnés les biens non susceptibles d'être vendus.

« Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article. »

Article 25 septies

(Sans modification)

Article 25 octies

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

Article 26

I. – La présente loi, à l'exception de ses articles 15 à 24 *ter*, entre en vigueur le premier jour du treizième mois suivant celui de sa publication.

II. – L'article 23 entre en vigueur au 1^{er} janvier 2012. À cette date, les procédures en cours devant le tribunal aux armées sont transférées en l'état aux juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire ayant leur siège à Paris sans qu'il y ait lieu de renouveler les actes, formalités et jugements régulièrement intervenus antérieurement à la date de sa suppression, à l'exception des convocations et citations données aux parties et aux témoins qui n'auraient pas été suivies d'une comparution devant la juridiction supprimée.

Les citations et convocations peuvent être délivrées avant l'entrée en vigueur de l'article 23 pour une comparution, devant les juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire ayant leur siège à Paris, à une date postérieure à cette entrée en vigueur.

Les parties ayant comparu devant la juridiction supprimée sont informées par l'une ou l'autre des juridictions qu'il leur appartient d'accomplir les actes de la procédure devant les juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire ayant leur siège à Paris auxquelles les procédures sont transférées.

Les archives et les minutes du greffe du tribunal aux armées supprimé sont transférées au greffe des juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire ayant leur siège à Paris. Les frais de transfert de ces archives et minutes sont pris sur le crédit ouvert à cet effet au budget du ministère de la justice.

III. – Les articles 1^{er} et 2 sont applicables aux procédures en cours dans les conditions suivantes :

En matière civile, la juridiction de proximité demeure compétente pour connaître des procédures en cours jusqu'au premier jour du septième mois suivant la date fixée au I, date à compter de

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Article 26

I. – Les articles 1^{er} à 14 de la présente loi entrent en vigueur ...

... sa promulgation.

II. – L'article 23 de la présente loi entre en vigueur le 1^{er} ...

... Paris, sans ...

vigueur du même article ...

(Alinéa sans modification)

(Alinéa sans modification)

III. – *(Non modifié)*

Texte adopté par la Commission

Article 26

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

laquelle ces procédures sont transférées en l'état au tribunal d'instance. Dans les matières dont la connaissance est transférée par l'effet de la présente loi au tribunal d'instance, les convocations et assignations données aux parties peuvent être délivrées avant la date fixée au I pour une comparution postérieure à cette date devant le tribunal d'instance.

En matière pénale, les procédures en cours sont transférées en l'état au tribunal de police. Pour les contraventions relevant du tribunal de police en vertu de la présente loi, les convocations et citations données aux parties et aux témoins peuvent être délivrées avant la date fixée au I pour une comparution postérieure à cette date devant le tribunal de police.

Il n'y a pas lieu de renouveler les actes, formalités et jugements régulièrement intervenus antérieurement au transfert des procédures civiles ou pénales, à l'exception des convocations, citations et assignations données aux parties et aux témoins qui n'auraient pas été suivies d'une comparution devant la juridiction supprimée.

Les parties ayant comparu devant la juridiction supprimée sont informées par l'une ou l'autre des juridictions qu'il leur appartient d'accomplir les actes de la procédure devant le tribunal auquel les procédures sont transférées.

Les archives et les minutes du greffe de la juridiction de proximité sont transférées au greffe du tribunal d'instance ou du tribunal de police selon la nature de la procédure. Les frais de transfert de ces archives et minutes sont pris sur le crédit ouvert à cet effet au budget du ministère de la justice.

IV. – Les articles 3 à 15 ne sont pas applicables aux procédures en cours.

V. – À compter de la date prévue à la première phrase du premier alinéa du II de l'article 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale, le code de procédure pénale est ainsi modifié :

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

IV. – *(Non modifié)*

IV bis *(nouveau)*. – **Supprimé**

V. – *(Alinéa sans modification)*

Texte adopté par la Commission

Texte adopté par le Sénat

1° À l'article 628-1, les mots : « juge d'instruction » sont remplacés par les mots : « pôle de l'instruction » ;

2° Aux articles 628-2 à 628-6, les mots : « juge d'instruction » sont remplacés par les mots : « collège de l'instruction ».

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

1° Aux premier, deuxième et troisième alinéas de ...

2° ... 628-2, 628-3 et 628-6, ...

Article 26 bis (nouveau)

I. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à procéder par voie d'ordonnances :

1° À la refonte du code de la consommation, afin d'y inclure les dispositions de nature législative qui n'ont pas été codifiées et d'aménager le plan du code.

Les dispositions ainsi codifiées sont celles en vigueur au moment de la publication de l'ordonnance, sous la seule réserve de modifications qui seraient rendues nécessaires pour assurer le respect de la hiérarchie des normes et la cohérence rédactionnelle des textes ainsi rassemblés, harmoniser l'état du droit, remédier aux éventuelles erreurs ou insuffisances de codification et abroger les dispositions, codifiées ou non, devenues sans objet ;

2° À l'extension de l'application des dispositions codifiées susmentionnées, avec les adaptations nécessaires, à Mayotte, aux îles Wallis et Futuna, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française pour celles qui relèvent de la compétence de l'État, et aux adaptations nécessaires en ce qui concerne les collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, ainsi que dans les Terres australes et antarctiques françaises.

II. – L'ordonnance prévue au 1° du I est prise dans un délai de neuf mois suivant la publication de la présente loi. Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Texte adopté par la Commission

Article 26 bis

(Sans modification)

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

Texte adopté par la Commission

Article 27

Les articles 1^{er}, 2, 5, 6, 14, 16 à 24 *ter* et 26 sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Article 27

... 5, 14 et 16 à 26 de la présente loi sont ...

Le III de l'article 3 de la présente loi est applicable dans les îles Wallis et Futuna.

L'article 6 de la présente loi est applicable dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie.

Article 27

(Sans modification)

AMENDEMENT EXAMINÉ PAR LA COMMISSION

Amendement CL1 présenté par M. Dosière, Mme Karamanli et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche :

Article 24 novodecies

Supprimer cet article.